



SPORTS

Christine Sinclair accroche ses crampons

Page 16



UQAM

Les associations étudiantes divisées sur les grèves

Page 4

L'ATELIER

L'INFORMATION PERTINENTE
SOUS TOUTES SES FORMES
LE JOURNAL DES FUTURS REPORTERS
LE MERCREDI 6 DÉCEMBRE 2023

ÉDITION
SPÉCIALE
EDM4404



Bientôt la fin de la grève ?

La Fédération autonome de l'enseignement représente plus de 65 000 enseignants et enseignantes. FAE, page Facebook



DOSSIER

Dans la peau d'un polyglotte

Plus d'informations, Pages 8 et 9

SOCIÉTÉ

Parole aux étudiantes de Polytechnique

Plus d'informations, Page 6



ENVIRONNEMENT

Délégation jeunesse féminine à la COP28

Plus d'informations, Page 7

FRONT COMMUN

Ces travailleurs de l'ombre

Plus d'informations, Page 3



Hébergements en attente

Les victimes de violence conjugale ne sont pas épargnées

RAOUL BLOCH
L'Atelier

Trois organismes québécois œuvrant contre les violences conjugales ont appelé le gouvernement à changer les réglementations entourant la construction de nouvelles maisons d'hébergement. Regroupés au Centre St-Pierre hier matin, l'Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale (Alliance MH2), le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale et SOS violence conjugale ont appelé le gouvernement provincial à tenir ses engagements.

Ce ne sont pas moins de onze projets, pour un financement total de 22 millions de dollars, qui sont menacés par les règlements provinciaux qui régissent les logements sociaux. Ces maisons de deuxième étape sont nécessaires pour protéger et aider les femmes et les enfants victimes de violence physique et psychologique.

Bien que le gouvernement actuel ait assuré en 2020 aider à la construction de ces infrastructures, les acteurs du milieu se heurtent aux réglementations de construction entourant les logements sociaux qui vont à l'encontre de leurs besoins.

Législation inadéquate

« On tente de faire entrer un rond dans un carré », s'est exclamée en point de presse Mélanie Miranda, coordonnatrice à l'habitation pour Alliance MH2.



Ce sont en moyenne 10% des femmes passées en maison d'aide qui ont besoin d'une place en maison d'hébergement aujourd'hui. Raoul Bloch, L'Atelier

La petite superficie des logements et le maigre pourcentage d'espace d'intervention alloué ne sont que certains des problèmes auxquels les actrices du milieu font face.

Alors que l'organisme a déjà acheté les terrains nécessaires et doit actuellement autofinancer plusieurs prêts hypothécaires, il est arrêté par les législations provinciales qui le poussent à faire avancer un projet à la fois et l'empêchent de réaliser tous les hébergements nécessaires.

Plus de 200 places sont menacées partout au Québec.

Pour la coordonnatrice générale de l'Alliance MH2, Maud Pontel : « il est inconcevable que des organismes communautaires s'endettent de dizaines de millions de dollars en raison de normes gouvernementales inadéquates ».

Effet domino

Cette situation n'affecte pas seulement les maisons d'hébergement de deuxième étape, mais bien l'ensemble du réseau.

Comme le décrit Louise Riendeau, coresponsable des dossiers politiques du Regroupement des maisons pour femmes victimes

de violences conjugales : « quand une femme a l'opportunité de s'installer en maison d'hébergement de deuxième étape, cela permet d'accueillir une nouvelle femme en maison d'aide ».

Claudine Thibaut, responsable du soutien clinique de la formation pour SOS violence conjugale, affirme que les victimes de violences conjugales sont souvent sous l'emprise de leur agresseur. De ce fait, elles ont donc rarement l'occasion d'appeler à l'aide, d'où l'importance d'un réseau efficace afin de « toujours pouvoir leur dire oui ».

La mairesse de Montréal victime d'un malaise

LYNA BASTA
L'Atelier

Valérie Plante a été victime d'un malaise à l'hôtel de ville, mardi matin, alors qu'elle faisait le point sur l'actualité montréalaise.

La conférence de presse a été subitement interrompue lorsque la mairesse s'est affaissée au sol à la suite d'un moment de faiblesse. Ses collaborateurs et le personnel de sécurité de l'hôtel de ville sont immédiatement intervenus pour lui venir en aide.

« Par mesure préventive et pour retrouver pleinement la forme, je devrai diminuer le rythme de mes activités dans les prochains jours », a souligné la mairesse sur la plateforme X.

Valérie Plante répondait aux questions des journalistes sur les divers problèmes auxquels la Ville fait face, notamment le déneigement des pistes cyclables et les campements de sans-abri.

L'OCDE fait le bilan sur les acquis des étudiants

L'organisation fait le point sur l'éducation dans le monde en 2022

LOUIS PETITJEAN
L'Atelier

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié son rapport sur le test du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) 2022 qui fait le point sur les performances des systèmes éducatifs dans le monde.

Au Canada, ce rapport se base sur les connaissances et les compétences des élèves en mathématiques, en lecture et en sciences.

Des résultats qui chutent

En 2022, les performances des élèves canadiens au test PISA de l'OCDE ne cessent de reculer dans les trois matières testées. En mathématiques et en lecture, les résultats de 2022 sont les plus bas depuis le début du siècle. En sciences, les performances sont presque les mêmes que celles de 2018. Selon l'OCDE, en sciences et en lecture, on observe une augmentation de

l'écart entre les 10% qui ont eu les meilleurs résultats et les 10% des élèves qui ont eu les moins bons résultats sur la période allant de 2018 à 2022. La part des élèves canadiens ayant obtenu les moins bons résultats au test PISA est en dessous de la moyenne de l'OCDE.

« 5% des élèves déclarent ne pas se sentir en sécurité sur le chemin de l'école » - Rapport PISA 2022, OCDE

DE, tandis que ceux ayant obtenu les meilleurs résultats se trouvent au-dessus de la moyenne de l'organisation non gouvernementale.

La santé mentale compte

Selon le rapport, 75% des élèves canadiens ont déclaré réussir à se

faire des amis facilement à l'école en 2022, une tendance qui se maintient par rapport aux 74% de 2018.

Mais tout n'est pas tout beau. En effet, 21% des élèves canadiens se sentent comme un « étranger » à l'école, et près de 30% d'entre eux ne se sentent pas à leur place lorsqu'ils y sont.

Un sentiment d'insécurité

Le rapport fait également état du sentiment de sécurité des élèves à l'intérieur et à l'extérieur de leur bâtiment scolaire. Le Canada reste en dessous de la moyenne de l'OCDE, mais n'est pas parfait pour autant. En effet, « 5% des élèves déclarent ne pas se sentir en sécurité sur le chemin de l'école », tandis qu'un autre 5% déclarent « ne pas se sentir en sécurité dans leur salle de classe ». Ces données s'expliquent par le fait que 22% de garçons et de filles déclarent « être victimes d'actes de harcèlement au moins quelques fois par mois ».

Les employés de Radio-Canada dans le noir

Le flou persiste en ce qui a trait à une possible amputation de 3 % du financement de Radio-Canada, comme en subira le reste de l'appareil fédéral, au moment où l'industrie des médias est sous pression. La réponse n'est pas sans conséquence sur le nombre d'emplois qui seront réellement abolis par le diffuseur public. Radio-Canada confirme que les compressions annoncées hier tiennent compte de l'effort budgétaire demandé au gouvernement fédéral. La ministre du Patrimoine canadien, Pascale St-Onge, affirme pour sa part qu'aucune décision n'a encore été prise à cet égard. CBC/Radio-Canada supprimera au moins 600 emplois. PC, NL

30 000 foyers sans électricité

Près de 30 000 foyers se trouvaient encore privés d'électricité dans le sud du Québec mardi. Les régions de la Montérégie et de l'Estrie étaient les plus touchées, suivies par le Centre-du-Québec, l'Outaouais et les Laurentides. La carte Info-pannes d'Hydro-Québec indiquait aussi qu'une grande partie de la Rive-Sud dans la région de Montréal était encore privée de courant. La tempête de neige qui s'est abattue dans la nuit de dimanche à lundi a alourdi la végétation et a endommagé une partie du réseau électrique. Aucune chute de neige n'est prévue d'ici les prochains jours, mais les températures vont continuer de descendre, et ce, jusqu'à moins quinze degrés Celsius jeudi. AF



Les Alouettes célébrées à l'Assemblée

Les joueurs des Alouettes de Montréal ont été invités mardi à l'Assemblée nationale pour un hommage après leur conquête de la Coupe Grey. Pierre Karl Péladeau, le propriétaire, s'est également prononcé sur la victoire de son équipe contre les Blue Bombers de Winnipeg le 19 novembre dernier. Le chef du Parti québécois, Paul St-Pierre Plamondon, a souligné que personne ne croyait pourtant qu'ils pouvaient gagner. NL

FRONT COMMUN

Les oubliés de la grève

LAURIE DORÉ
L'Atelier

« On parle moins de nous autres. Le réseau, c'est une grande chaîne, on enlève un maillon, la chaîne est coupée, et ça ne marche pas. En fait, tout le monde est important. »

Voici ce qu'a déclaré Carole Duperré, représentante du personnel de bureau, techniciens et professionnels de l'administration au sujet des métiers qui se retrouvent dans l'ombre des enseignants et des infirmiers en ce temps de grève du Front commun.

Agentes administratives et brancardiers sont des métiers très importants, mais dont le travail est passé sous silence. Ils ont un grand nombre de tâches à faire pour un faible salaire.

Surcharge de travail

Pour l'administration, les agentes administratives sont le premier contact avec les clients. Elles doivent faire les horaires des employés, elles s'occupent du service de paie, du service de dotation, ainsi que des archives numériques et papiers, des commandes des matériels et de leur distribution. Selon Mme Duperré, elles accusent un retard d'au moins 20,6 % par rapport à toutes les autres catégories d'emploi sur le marché du travail.

Elles sont parmi les moins bien rémunérées. « C'est quand même important considérant qu'on est majoritairement des femmes, la plupart monoparentales avec une charge mentale élevée », ajoute-t-elle. La situation est que « beaucoup font appel à des banques alimentaires [...] pour moi, ça n'a pas de sens qu'on soit rendu là ».

Pour les brancardiers, la situation est tout aussi grave. « Après quatre ans, ton salaire plafonne [...] il n'y a aucune possibilité d'avancement sur 35 ans de service. C'est un peu triste », a dit Guillaume Clavette, représentant de la catégorie du personnel paramédical, des services auxiliaires et métiers. Il faut savoir que ce métier consiste principalement à effectuer le transport des patients et à veiller à leur surveillance lors des examens des traitements et des opérations. Ils ont aussi un travail de désinfection à faire. Sans eux, le service serait encore plus lent.

Les autres métiers ignorés

Il était important de préciser, pour Carole Duperré et Guillaume Clavette, que les cuisiniers, les personnes en entretien ménager, les gardiens de résidences, les techniciens, les préposés en ophtalmologie, en physiothérapie et en audiovisuel, entre autres, sont d'autres professions essentielles souvent oubliées. Ils sont là pour alléger la tâche des professionnels de la santé. Le fait que ces métiers ne soient pas en contact direct avec les gens, comme les médecins le sont avec les patients, fait que leur travail est souvent oublié à la table de négociation.

La FAE examine la proposition de Québec

Les syndicats analysent à la loupe l'entente proposée

ALICE FOURNIER
L'Atelier

La Fédération autonome de l'enseignement s'est concertée mardi à propos de la proposition verbale d'entente que lui a transmise le gouvernement Legault lundi soir.

L'offre en question tiendrait compte des revendications du syndicat quant à l'affectation des professeurs. Selon la FAE, le gouvernement ne proposerait toujours pas de solutions adéquates alors que le secteur de l'enseignement souffre d'une pénurie de personnel. Québec a d'ailleurs affirmé qu'il ne s'agissait pas d'une proposition finale. La FAE n'a pas rejeté immédiatement la proposition et s'est donné au moins la journée du 6 décembre pour y réfléchir.

Dans un communiqué officiel sur son site internet, la FAE confirme « avoir rencontré la partie patronale très tard hier soir et avoir reçu une proposition verbale d'entente de principe exploratoire, à l'exception d'une annexe d'une page et demie ». Le groupe syndical déplore en effet l'absence d'un document écrit complet au sujet de l'offre. Cette proposition arrive aussi alors que la FAE est rentrée dans sa neuvième journée de grève.

Une longue réflexion

Les négociations entre le gouvernement et le syndicat connaissent un souffle nouveau avec cette offre, alors que les grèves concernant le secteur de l'enseignement s'étirent. Les membres de la profession ont réagi sur les réseaux sociaux en affirmant ne pas vouloir d'une entente « bancalée ». Beaucoup de commentaires demandent « une entente à la hauteur de nos sacrifices [de la FAE] ».

La présidente de la FAE, Mélanie Hubert, a aussi dit dans le communiqué officiel qu'elle dis-



Les enseignants espèrent que la proposition sera à la hauteur de leurs attentes. FAE, Facebook, Mario Jean/MADOC

cutterait avec ses membres tout au long de la journée et qu'elle ne se prononcerait pas tant qu'une décision n'aura pas été prise. L'absence d'un document écrit supposerait un nombre de détails manquants à l'offre.

Des enjeux redondants

Le syndicat défend les intérêts du personnel en enseignement depuis plusieurs années déjà et reproche au ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, de ne pas répondre à leurs attentes. L'organisation et leurs conditions de travail sont au cœur des demandes. Après moult propositions gouvernementales, la proposition patronale de mardi semble susciter leur réflexion.

La FAE est en grève générale illimitée depuis le 23 novembre dernier. À l'instar des groupes syndi-

caux du Front commun, elle est descendue dans la rue pour demander des comptes à Québec. L'objectif est d'arriver à des règlements qui répondent aux revendications de chaque groupe syndical. Une grande majorité du secteur public est actuellement en train de négocier avec le gouvernement Legault à propos de nombreux sujets, comme la hausse des salaires.

La FAE confirme avoir reçu une proposition verbale d'entente de principe exploratoire

Depuis le début de la grève, près de 368 000 élèves n'ont pas pu aller à l'école tandis que plus de 66 000 enseignants se sont mobi-

lisés. Les attentes concernant l'affectation des professeurs ne sont pas les seuls points à régler selon la FAE. Bien qu'elles en soient l'enjeu majeur, l'ouverture de classes spécialisées pour les enfants qui en ont besoin est aussi sur la table des négociations.

Un accord attendu

Le temps de réflexion que s'est octroyé la FAE depuis le dépôt de la proposition par Québec lundi soir fait tourner la sphère médiatique. Pour beaucoup de médias, ce silence traduirait une réception plutôt positive de la part du groupe syndical, qui étudierait sérieusement l'accord verbal mentionné par Sonia LeBel. Les enseignants et le gouvernement attendent encore la réponse de la présidente du groupe syndical, Mme Hubert.

Hausse des inconduites sexuelles dénoncées dans les Forces armées

ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT
L'Atelier

Environ 1960 personnes ont été victimes d'agression sexuelle au sein des Forces armées canadiennes en 2022. Selon un sondage publié mardi par Statistique Canada, c'est une augmentation de 1,6 % par rapport à 2018.

Les agressions sexuelles sont toutefois moins signalées à l'intérieur des Forces armées, avec une baisse de 4 % comparativement à 2018. Titulaire d'un doctorat en psychologie et agente de

recherche dans un laboratoire, Amélie Tremblay-Perreault croit que la confiance a diminué au sein des grandes institutions.

« Plusieurs nouvelles sont sorties sur des hommes en situation de pouvoir qui n'ont pas été punis pour leurs actes [...] Certaines personnes dans l'armée croient peut-être que ce n'est pas sécuritaire comme milieu pour faire un signalement », explique-t-elle.

Plus de compréhension

Bien qu'elles soient moins dénoncées au sein de l'institution,

les agressions sexuelles semblent l'avoir été beaucoup plus dans le sondage cette année, comparativement à 2016 et à 2018.

Selon la chercheuse, ce ne serait pas une hausse des agressions sexuelles, mais plutôt une hausse de la compréhension de celles-ci. « C'est dans l'air du temps, je pense, de reconnaître que ce qu'on a vécu est une agression sexuelle », dit-elle.

Celle-ci mentionne que les mouvements comme celui de #MeToo aideraient certaines victimes à s'ouvrir sur ce qu'elles ont

vécu. « Les gens ont eu suffisamment de validation, que ce soit dans les médias ou à travers les gens qui ont parlé de leur histoire, pour dire que ce qu'ils ont vécu, ce n'est pas correct », déclare-t-elle.

Des communautés plus touchées

Les communautés marginales telles que la communauté LGBTQ+, des personnes en situation de handicap et les Autochtones seraient plus affectées par les agressions sexuelles dans les Forces armées, selon le sondage.



Le Montréal Campus, journal étudiant de l'UQAM, s'est fait voler l'équivalent de 1000 \$ d'exemplaires. Louis Petitjean, L'Atelier

Polémique sur le *Campus*

Un journal de l'UQAM est la cible de militants mécontents

ANTOINE QUESNEL
L'Atelier

Journaux volés, échos médiatiques, effervescence sur les réseaux sociaux... La nouvelle édition du journal papier du *Montréal Campus*, média étudiant de l'UQAM, a fait réagir.

« Environ 400 exemplaires de l'édition papier du *Montréal Campus* ont été volés », a annoncé le journal étudiant, mardi, dans un article qui a été diffusé par des journalistes québécois influents sur les réseaux sociaux.

L'enquête sur les mandats de grève des associations étudiantes de l'UQAM à la une de la dernière édition papier a provoqué de la colère du groupe militant progressif « UQAM en grève ». Ce même groupe est responsable d'avoir orchestré la disparition de plus de

1000 \$ d'exemplaires du journal. « C'est le fruit du travail acharné de 30 bénévoles, pendant plus d'un mois, qui s'envole », affirme le rédacteur en chef du *Montréal Campus*, Philémon La Frenière-Prémont, dans l'article qui a suivi le vol des journaux.

Acclamé par les médias

Selon le rédacteur en chef du *Montréal Campus*, le milieu journalistique a très bien reçu l'enquête. La multitude d'entrevues, de chroniques et de partages de l'article sur les réseaux sociaux par des journalistes en témoigne.

Réactions sur les réseaux

« L'enquête du *Montréal Campus* révèle que des groupuscules des associations étudiantes (1 % suffit) peuvent provoquer des grèves à l'UQAM. Des "militants

progressifs" (concept intéressant en soi) s'en sont pris au journal.

« L'UQAM devrait réagir, sa réputation est en jeu » - Yves Boisvert, journaliste

L'UQAM devrait réagir, sa réputation est en jeu », a écrit le journaliste Yves Boisvert, sur la plateforme X, à l'annonce de ce vol par le *Campus*.

Réception par les associations étudiantes

Les associations étudiantes, notamment les membres qui ont été cités dans l'article, sont mécontentes de l'image de leur mouvement qui est dépeint par le tra-

vail des journalistes.

« Je reproche au *Montréal Campus* de ne pas avoir présenté les efforts faits par l'AFELC pour inviter ses membres à participer à la démocratie que l'AFELC voulait exprimer en entrevue et d'avoir utilisé mes propos qui allaient à l'encontre de ce qui avait été communiqué avec eux en entrevue », a dit Anne Montplaisir, membre du conseil exécutif de l'Association facultaire étudiante de langues et en communication, citée dans l'article du *Campus*.

« Nos journalistes sont impartiaux et ont traité le sujet avec objectivité, neutralité et rigueur », a affirmé M. Lafrenière-Prémont dans un courriel en réponse à la plainte d'un étudiant militant. Il invite d'ailleurs les gens qui veulent porter plainte à le faire au Conseil de presse du Québec.

Pas de grève pour l'AFESPED

ANTOINE QUESNEL
L'Atelier

Au grand bonheur des étudiants en droit, l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED) n'a pas adopté le mandat de grève qu'elle votait mardi.

Selon les statistiques de l'AFESPED publiées sur leurs réseaux sociaux, plus de 49% des quelque 300 participants à l'assemblée faisaient partie de l'Association des étudiantes et étudiants en droit (AED).

Ils votaient mardi sur un mandat de grève du 8 au 14 décembre en soutien au Front commun. Dès l'ouverture de l'assemblée générale, certains membres de l'AED ont demandé l'exemption pour ses membres de la levée des cours. Cette demande devait précéder l'ouverture de l'assemblée ainsi que le mandat de grève s'il était adopté. Cette demande de l'AED serait monnaie courante aux assemblées de grève de l'AFESPED, selon Théo Goyette, membre de l'Association des baccalauréats interdisciplinaires des champs politiques.

Un long débat

Le mandat de grève a été rejeté à la majorité après près de cinq heures de débat.

Contrairement aux restes des associations modulaires qui composent l'AFESPED, l'AED manifeste rarement, voire jamais, le désir de faire la grève. Ses membres ont été clairs durant l'assemblée : ils ont déjà manqué près de deux semaines de formation générale à cause des grèves, maintenant, ils ont des examens qu'ils ne peuvent pas rater.

Un argument en faveur de cet amendement amené par des étudiants en droit était que ce compromis permettrait aux membres de l'AED de poursuivre leurs études sans nuire au mouvement de grève de l'AFESPED. L'association facultaire s'est prononcée contre l'adoption de cet amendement lors du vote.

Division idéologique

Ce débat récurrent aux assemblées de la faculté s'expliquerait par « les intérêts propres de certains membres de l'AED, qui s'opposent à la morale de la majorité des membres de l'AFESPED » et daterait d'il y a longtemps, selon Théo Goyette qui participe le plus possible aux assemblées.

« La solution qu'il présente [de s'exclure des mandats de grève] ferait baisser le poids des revendications du reste de l'association facultaire », explique-t-il.

Cette proposition aurait d'ailleurs été rejetée chaque fois qu'elle a été proposée.

Manifestant une envie de sécession, l'AED a récemment sondé sa population sur son sentiment d'appartenance au sein de l'AFESPED en prévision d'un éventuel référendum.

Les fêtes pour les étudiants étrangers

ANTOINE QUESNEL
L'Atelier

Passer le temps des fêtes seul : c'est la réalité de beaucoup d'étudiants internationaux. Le programme Allô de l'UQAM leur permet de passer ce moment avec d'autres personnes dans la même situation.

« En octobre, on s'est fait une programmation Halloween, en novembre, c'était la préparation à la première neige et en décembre, c'est Noël! », s'exclame Laura,

agente d'accueil au programme Allô, en expliquant que les activités sont toujours à la saveur du mois.

Le programme Allô permet aux étudiants de l'UQAM venant de l'étranger de s'intégrer, qu'ils soient en échange ou qu'ils viennent y étudier depuis l'international.

Pendant la période hivernale, ils font affaire avec le programme Ensemble qui « permet à des étudiants internationaux de passer Noël dans une famille québécoise », explique Laura.

Allô offre à tous ses membres

une activité par semaine, au courant du mois de décembre, pour leur permettre de découvrir le temps des fêtes, au Québec. Patin, jeux thématiques et marché de Noël sont au rendez-vous.

« On a pensé ouvrir nos activités aux étudiants québécois, pour mieux intégrer nos étudiants internationaux, mais c'est une idée encore en développement », explique l'agente d'accueil.

Elle affirme que la majorité des étudiants Allô, comme ils sont appelés, sont d'origine européenne

et souvent française, mais que le programme « essaie toujours d'aller rejoindre les gens plus isolés ». « Paradoxalement, les personnes qu'on a le plus de misère à rejoindre sont celles qui sont le plus isolées », déplore-t-elle.

Allô offre un programme de parrainage et de prêt de biens essentiels, comme la literie ou des vêtements d'hiver. « Des choses essentielles que tu ne veux pas acheter juste pour trois mois », ajoute Laura, qui invite les étudiants à donner ou à devenir parrains.

Voix syndicale au fédéral

MAYLIS ROUMY
L'Atelier
À Ottawa

Une table consultative syndicale a été annoncée à Ottawa mardi afin d'aider les travailleurs affectés par l'économie actuelle.

Annoncée par le ministre du Travail, Seamus O'Regan et le ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles, Randy Boissonnault, la table sera composée de 15 représentants du secteur du travail.

C'est une « belle journée pour les travailleurs », a déclaré le ministre du Travail. Cette table consultative sera l'occasion de « travailler ensemble », a-t-il soutenu.

Quinze représentants

La table consultative est dirigée par la présidente du Congrès du travail du Canada, Bea Bruske, et par quatorze dirigeants syndicaux. Les membres ont été choisis pour leurs connaissances relatives au marché du travail et pour leur leadership.

La table consultative travaillera sur l'automatisation et l'évolution du marché du travail. Ses missions sont multiples, parmi lesquelles : « aider les travailleurs en milieu de carrière et ceux qui occupent des emplois à risque et soutenir la diversité et l'inclusion dans les milieux de travail », indique le site du Gouvernement du Canada.

La table consultative veillera à « créer une main-d'œuvre agile qui peut trouver et conserver de bons emplois », précise Randy Boissonnault.

Première rencontre

Seamus O'Regan a tenu à rappeler le taux de chômage « historiquement bas » au Canada, soit 5,7 %, selon les derniers chiffres du ministère des Finances. « La reprise de l'emploi [depuis la pandémie] est la plus rapide du G7 [Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni] », a-t-il ajouté.

La table consultative a tenu sa première rencontre hier après-midi. Elle achèvera ses travaux au courant de l'année 2024.



Soutenir la diversité et l'inclusion est l'une des missions de la table consultative. Maylis Roumy, L'Atelier



Québec demande « encore plus de souplesse » aux syndicats en lien avec la nouvelle offre déposée. Florence Lamoureux, L'Atelier

L'offre de Sonia LeBel toujours sans réponse

La ministre espère un retour positif des syndicats

FLORENCE LAMOUREUX
L'Atelier
À Québec

« On a augmenté de façon considérable nos offres et l'on demande encore plus de souplesse aux syndicats. » C'est ce qu'a lancé François Legault juste avant son entrée au Salon bleu, mardi, lors du 9^e jour de grève des enseignants de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE).

Rien ne laisse encore croire que la proposition de règlement qui a été soumise par Sonia LeBel lundi soir sera acceptée par la FAE.

« Nous espérons un retour positif du syndicat rapidement. Pour régler cela avant la fin de l'année, il faut faire des pas de géant », a déclaré la présidente du Conseil du trésor en marge de la période de questions à l'Assemblée nationale. Une entente entre le syndicat et

Sonia LeBel pourrait débloquer la grève générale qui touche près de 40 % des écoles du Québec. Pour sa part, la FAE a affirmé, dans une déclaration écrite envoyée aux médias, avoir reçu « très tard hier soir une proposi-

« Faites une offre qui a de l'allure »
– Marwah Rizqy

tion verbale d'entente de principe exploratoire, à l'exception d'une annexe d'une page et demie ». La Fédération dit « analyser actuellement la proposition verbale du gouvernement et convoquera sous peu l'instance syndicale pertinente pour discuter de la suite de la négociation ». Les modalités de ladite proposition ne sont toujours pas dévoilées.

Legault attaqué

L'ambiance était bouillante au Salon bleu, où les partis d'oppositions demandaient au premier ministre de changer d'attitude envers les grévistes. « Dire aux enseignants d'arrêter la grève, ça ne fait que mettre le feu aux poudres », a dit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de Québec solidaire.

« Ça va totaliser 24 jours pas d'école si ça ne se règle pas avant Noël, êtes-vous vraiment sérieux ?, a affirmé Marwah Rizqy du Parti libéral. Faites une offre qui a de l'allure. »

Pascal Bérubé du Parti québécois a également dénoncé les paroles de Legault de vendredi dernier. « C'était comme la dernière cartouche du premier ministre de dire qu'il ne devrait plus y avoir de grève. Personne ne l'a écouté », dit-il. La balle est toujours dans le camp des syndiqués qui étudient actuellement l'offre.

La pression se resserre sur Christian Dubé

FLORENCE LAMOUREUX
L'Atelier
À Québec

La situation critique à l'hôpital Anna-Laberge, où deux personnes sont décédées à l'urgence les 29 et 30 novembre dernier, met de la pression sur le ministre de la Santé, Christian Dubé.

Il lui est demandé d'accorder plus de temps avant l'adoption de sa nouvelle réforme en santé, qui est prévue avant la fin de la session parlementaire.

« Le ministre de la Santé doit immédiatement nous dire ce qu'il va faire pour rectifier la situation », s'est enflammé le chef par intérim du Parti libéral, Marc Tanguay, en période de questions hier. De son côté, Christian Dubé a affirmé faire des recommandations « très claires sur comment améliorer la gestion des urgences ».

Il se demande pourquoi certains hôpitaux, dont l'hôpital Anna-Laberge, ne suivent pas les recommandations à la lettre.

La situation tragique à cet établissement a mis en lumière les défis auxquels font toujours face les hôpitaux, près de quatre ans après le début de la pandémie.

« Il faut plus de temps »

En septembre dernier, le ministre de la Santé, Christian Dubé, avait affirmé « être optimiste » en lien avec l'adoption de son projet sur la réforme du système de santé d'ici décembre. Pourtant, la session parlementaire se termine dans deux jours. « Il faut plus de temps », plaident les partis d'opposition.

Ce projet de loi comprend 1180 articles à examiner. L'opposition craint que cette réforme soit adoptée avec un bâillon d'ici vendredi. Elle demande donc une semaine supplémentaire avant le dépôt. « On doit avoir le temps de lire les articles et d'avoir un débat de société », croit Marc Tanguay. Ce n'est pas le temps de se faire passer, avant Noël, un sapin par la CAQ. »

Travailler pour contrer la crise climatique

Le NPD souhaite diminuer l'écoanxiété des jeunes en leur créant des emplois « durables »

MAYLIS ROUMY
L'Atelier
À Ottawa

Le NPD a annoncé vouloir créer des milliers d'emplois « durables et bien rémunérés » pour les jeunes qui veulent lutter contre la crise climatique lors d'une conférence de presse mardi à Ottawa.

Ces emplois feraient partie d'un programme public, Youth Climate Corps, qui concernerait les personnes de moins de 35 ans. Le gouvernement fédéral financerait une formation professionnelle de deux ans. Celle-ci permettrait l'ac-

quisition des compétences nécessaires pour effectuer des « travaux d'adaptation et d'atténuation des effets des émissions de gaz à effet de serre », selon la porte-parole du NPD en matière d'environnement et de changement climatique, Laurel Collins.

Les jeunes s'investiront

Ces emplois pourraient concerner la rénovation de bâtiments, l'installation de panneaux solaires ou encore la construction d'infrastructures adaptées aux changements climatiques. Et « 1,3 million de jeunes Canadiens envi-

sagent de s'inscrire dans ce type de programme si le gouvernement fournit les fonds nécessaires à sa mise en œuvre », rapporte Mme Collins, qui s'appuie sur de récents sondages.

Youth Climate Corps est une solution à la fois à la crise climatique et à la détresse des jeunes souffrant d'écoanxiété, précise Mme Collins.

Ouvert à tous

Aucun chiffre n'a été donné quant aux places accordées dans le programme. Il serait toutefois « ouvert à tous » et demande-

rait seulement la « volonté de s'engager », a déclaré Bushra Asghar de l'Unité d'urgence climatique, présente aux côtés de Mme Collins mardi.

Ce type de programme existe déjà aux États-Unis depuis le mois de septembre. Il devrait former et employer au moins 20 000 personnes dans les emplois en matière de climat et d'énergie propre, selon le gouvernement américain.

Laurel Collins affirme sur son Instagram avoir déposé la motion, soutenant qu'elle l'a fait pour aider les jeunes qui veulent faire partie de la « solution climatique ».

CHRONIQUE

L'urgence d'aller mieux

LOUISE PETIT

« Tu pleures encore pour ça ? Ça fait longtemps, tu n'es toujours pas passé à autre chose ? » Après un certain temps, nos traumatismes sont du passé pour les autres, mais toujours présents pour nous qui les vivons. Nos proches veulent que nous nous sentions bien, mais, sans le vouloir, ils minimisent nos souffrances et nous culpabilisent de ne pas aller mieux.

Prise en charge rapide

« Les événements potentiellement traumatiques ne deviendront pas tous des traumas », explique Christophe Fortin, psychologue et professeur à l'Université de Montréal. Il indique que la prise en charge rapide est importante et diminue les risques de développer un trouble de stress post-traumatique (TSPT).

« Ça fait maintenant 14 ans que j'ai vécu un événement traumatisant. C'était pendant mon enfance. J'ai grandi avec un TSPT et je n'ai toujours pas tourné la page. C'est vrai que plusieurs années se sont écoulées entre l'événement et ma prise en charge, mais j'étais juste une enfant. Je ne savais pas l'ampleur que ça prendrait, sinon j'aurais fait autrement.

Selon Christophe Fortin, la durée moyenne d'un trouble de stress post-traumatique sans traitement est de plus de 20 ans, donc possiblement à vie, et la prévalence à vie est d'environ 10 %.

J'étais dans le niveau tertiaire du TSPT, celui où l'on n'est plus capable de le tolérer et où il faut entreprendre un traitement reconnu. J'avais des crises d'angoisse chaque semaine... à 10 ans.

L'importance des proches

Selon Christophe Fortin, le soutien des proches à la suite d'un événement potentiellement traumatisant est crucial. « Le soutien social est sans doute la variable la plus importante; c'est à la fois un facteur de protection, mais également un facteur de vulnérabilité », soutient-il.

Une phrase mal placée, et tout éclate. Mais parfois, pas besoin des autres pour broyer du noir. La déception et la perte d'espoir sont présentes. Pourquoi ne vais-je pas mieux ? Pourquoi est-ce que je pleure encore ? La peine va et vient comme les saisons. Elle revient chaque année pour m'assommer. J'aimerais faire comme si c'était du passé, mais je n'y arrive pas. Je me sens mal d'être mal, ça me rajoute seulement de la peine supplémentaire.

Il est très important d'aller chercher de l'aide. C'est le message que j'aimerais faire passer avec M. Fortin. Mais nous pourrions aussi être une source d'aide pour les autres, alors soyons de bons soutiens.

Polytechnique se souvient

La relève étudiante fait face à l'héritage du 6 décembre 1989

ARIANE FOURNIER

L'Atelier

Marlys Tangni a fait son entrée à Polytechnique Montréal à l'hiver 2019. Originnaire du Bénin, en Afrique de l'Ouest, l'étudiante internationale venait de terminer la première session de son baccalauréat en génie électrique lorsqu'elle a reçu un message de sa cousine lui demandant si elle se sentait en sécurité à l'école.

« J'étais assez surprise par sa question, et c'est à ce moment qu'elle m'a révélé qu'il y avait eu une tuerie à l'École polytechnique qui visait uniquement des filles », se remémore-t-elle.

Pascale Roy, étudiante à la maîtrise de recherche en génie civil, confirme que l'événement « outre-passe » les frontières de Polytechnique. Selon elle, la tragédie « regroupe toutes les étudiantes en génie ». La jeune femme, qui a fait ses études de premier cycle à l'Université McGill, se rappelle l'importance accordée à la date du 6 décembre par l'université anglophone. « On nous encourageait fortement à assister aux activités de commémoration », raconte-t-elle.

Devoir de mémoire

Le 6 décembre 1989, un tireur fait irruption à l'École Polytechnique de Montréal. Il assassine 14 femmes et blesse 13 personnes avant de s'ôter la vie.

Ce n'est que plusieurs années plus tard que la société québécoise reconnaît le caractère antiféministe de cette tuerie.



Il y a 34 ans, 14 femmes perdaient la vie dans la tuerie de l'École polytechnique. Louis Petitjean, L'Atelier

Depuis quelques jours, les photos des 14 victimes sont accrochées aux murs des corridors de l'école. Rachel Lafond, étudiante au baccalauréat en génie géologique, les a remarquées dès leur installation. « Quand tu vois ces visages, tu te dis *wow*, c'est vraiment arrivé », dit-elle. Elle ne peut s'empêcher de réfléchir à voix haute: « Tu vas à tes cours. Tu vas à tes examens. Et puis tout d'un coup, quelqu'un entre et... »

Elle n'ose pas finir sa phrase. Bien qu'elle pense qu'il est important de souligner la tragédie, elle avoue qu'elle essaie « de ne pas trop y penser » lorsqu'elle se

trouve à l'université.

D'une génération à l'autre

Aujourd'hui, des caméras surveillent les étages, des cloisons ont été érigées à différents endroits et des cartes d'accès sont nécessaires pour se déplacer.

En plus de se doter de mesures de sécurité, « Polytechnique s'est vraiment donné le devoir d'inclure les femmes », croit Jeanne Beaulieu, détentrice d'un baccalauréat en génie biomédical.

Elle rappelle que plusieurs initiatives, comme l'Ordre de la rose blanche, qui décerne 50 000 dollars à une étudiante qui souhaite

poursuivre ses études aux cycles supérieurs, ont été mises en place pour encourager la relève féminine en ingénierie.

Malgré les années qui les séparent, certaines étudiantes découvrent des liens qui leur permettent de s'identifier aux victimes. « J'ai appris hier qu'Hélène Colgan et Nathalie Croteau, deux finissantes qui ont perdu la vie cette journée-là, avaient prévu un voyage de fin d'études au Mexique », raconte Marlys Tangni. « Ça m'a brisé le cœur, parce que j'envisage de faire de même », dit-elle, visiblement émue par cette coïncidence qui les unit.

Célébrer celles et ceux qui redéfinissent l'accessibilité

WILLIAM GEMME

L'Atelier

L'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) a organisé la cérémonie de remise du prix À part entière qui en est à sa huitième édition. Cette cérémonie récompense les individus et organismes qui œuvrent à améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap.

Le lauréat du tout premier prix Laurette-Champigny-Robillard, décerné à une personne handicapée ayant eu une carrière exceptionnelle et inspirante a également été célébré lors de l'événement. Le prix, remporté par André Leclerc, lui a été remis avec une bourse de 5000 \$.

Les gagnants des Prix 2023 ont été annoncés lors d'une cérémonie virtuelle animée par Mme Ève-Marie Lortie. Le Bureau a attribué 45 000 \$ en bourses dans cinq catégories. Lionel Carmant, le ministre responsable des Services sociaux, souligne que « La participation des personnes handicapées est une

priorité pour le gouvernement ».

M. André Leclerc a été félicité pour son leadership exceptionnel et sa détermination sans faille. Aux côtés du Conseil exécutif du gouvernement du Québec, M. Leclerc a organisé avec succès plusieurs rencontres ministérielles afin d'établir des engagements concrets axés sur

« La participation des personnes handicapées est une priorité pour le gouvernement » - Lionel Carmant

l'amélioration de l'accessibilité. De plus, il a pris l'initiative de lancer le programme d'accessibilité spécialement conçu pour les établissements touristiques.

Une variété de bourses

L'OPHQ a décerné cinq bourses: Pierre-Yves Lévesque a été recon-

nu dans la catégorie « Individus » pour son engagement à favoriser la participation sociale des personnes handicapées. La Ville de Saguenay a été récompensée dans la catégorie « Municipalités, MRC et autres communautés » pour la bonification de son programme d'intervention d'urgence auprès des personnes handicapées.

Dans la catégorie « Entreprises soutenant l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées », Les Hôtels Fairmont de l'Est du Canada ont gagné grâce à leur projet visant à créer un programme d'embauche inclusif pour les personnes handicapées. L'école secondaire Chanoine-Beaudet a reçu la bourse pour la catégorie « Établissements d'enseignement favorisant la réussite éducative » pour son programme visant à favoriser l'autonomie des élèves.

Les Impatients, un organisme qui soutient les personnes ayant des problèmes de santé mentale par des activités d'expression artistique, a remporté le prix « Organismes à but non lucratif ».

Un comité sur l'identité de genre critiqué

MEGAN FOY

L'Atelier

Aucune personne transgenre ou non binaire ne fait partie du comité de « sages » sur l'identité de genre présenté mardi par le gouvernement Legault.

La ministre Suzanne Roy a expliqué la décision en précisant que les membres n'agissent pas au titre d'un « comité de représentation », mais bien celui d'un « comité de réflexion, d'analyse et de travail ». Elle a également assuré une collaboration continue avec le Conseil québécois LGBT.

Présidé par l'ex-présidente du Conseil du statut de la femme Diane Lavallée, le comité est appelé à broser le portrait de la réalité québécoise, à recenser les politiques déjà en place et à en analyser leurs effets entre autres. Aucun membre du Conseil québécois LGBT n'était présent à la conférence de presse.

L'or des uns, le poison des autres

FLAVIE BOIVIN-CÔTÉ

L'Atelier

Probe Gold et l'Agence d'évaluation d'impact du Canada tenaient une conférence de presse en ligne mardi afin de répondre aux questions des habitants et habitantes de Val-d'Or sur le projet Novador. Si la compagnie d'exploitation minière Probe Gold n'est encore qu'aux premières étapes de ses consultations publiques pour le nouveau projet Novador dans la région, les citoyens et citoyennes attendaient les promoteurs avec d'importantes questions. Le projet Novador consiste en l'ouverture d'une nouvelle mine d'or dans la région de Val-d'Or qui commencerait sa production en 2027.

Une initiative qui sème l'émoi

Si Probe Gold voit dans cette initiative la bonne nouvelle de nombreux emplois, Henri Jabob, militant écologiste et fondateur du Regroupement écologiste de Val-d'Or et des environs, y voit un terrible héritage pour les générations futures.

« Vous nous parlez de développement durable, mais ça n'a aucun sens, dit M. Jacob. Les débris qui sont laissés par ces mines-là vont contaminer nos cours d'eau et ça va être à nos enfants et à nos petits enfants de s'en occuper. C'est exactement le contraire du développement durable. Quand vous prenez ces minéraux-là, il ne vous reste plus rien. Vous dites que ça va amener du monde dans la région, mais j'ai tu besoin de vous rappeler qu'on traverse une des pires crises du logement de notre histoire? On n'a plus de place! »

La porte-parole de Probe Gold, Chantal Dancose, a répondu avec diplomatie, tentant de calmer les tensions. « Nous ne sommes encore qu'aux balbutiements du projet. On va avoir bien d'autres consultations publiques et on veut vous entendre. On reste ouverts à toutes les questions et à tous les commentaires. », a-t-elle poursuivi.

La prochaine consultation avec les gens de Val-d'Or aura lieu en février 2024.



Laura Fequino, étudiante à la maîtrise en politique appliquée, croit que les sommets environnementaux se doivent d'être tenus. Gracieuseté Laura Fequino

Jeunesse à la COP28

Cinq déléguées québécoises envoyées au sommet

MEGAN FOY

L'Atelier

Pour la première fois, une délégation jeunesse entièrement féminine a été envoyée à la COP28 par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

La délégation, composée de Mishka Caldwell-Pichette, Laura Fequino, Noémie Lefrançois, Katherine Robitaille et de Laura Wilmot, est arrivée lundi à Dubaï. Choisies pour leurs engagements respectifs, leur conscience sociale et leur implication dans leur milieu, les cinq jeunes femmes auront l'occasion de participer à d'importantes échanges tout au long du sommet.

« Mardi, déjà, elles ont pu présenter au ministre Guilbeault le Plaidoyer de l'AQOCI et ses dix revendications », explique Katrie Gagné, chargée des communications à l'AQOCI. La transformation alimentaire, la région de

l'Amazonie et la reconnaissance des peuples autochtones sont des exemples d'enjeux au cœur de ces revendications.

« Si on boycotte la COP28, ce sera pire » - Laura Fequino

Reconnue depuis trois ans comme observateur par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'AQOCI regroupe plus de 70 organismes qui œuvrent en faveur de la solidarité internationale et envoient depuis déjà une dizaine d'années une délégation jeunesse.

Sommet contradictoire

Laura Fequino, étudiante à la maîtrise en politique appliquée à l'Université de Sherbrooke (UdS), est consciente que le pays hôte du

sommet environnemental constitue un chef de file dans l'industrie pétrolière.

« Clairement, il y a un paradoxe à la COP 28 », confie Laura, qui est aussi présidente du CA du Groupe de coopération internationale de l'UdS.

Mais les trois raisons principales guidant la participation de l'AQOCI au sommet sont claires : occuper l'espace afin de ne pas laisser toute la place aux lobbyistes du secteur pétrolier, amplifier les revendications des pays les plus vulnérables et favoriser la participation des jeunes.

« On ne peut pas se passer de ces sommets-là. Si on boycotte la COP 28, ça sera pire. Il n'y aurait pas d'accord et, malheureusement, les plus vulnérables en subirait les conséquences », estime Laura.

Sur son site web, l'AQOCI présente des capsules quotidiennes où les déléguées vulgarisent les développements de la COP 28.

ÉDITORIAL

Bienvenue à bord... seul

MEGAN FOY

Trois quarts des Québécois sont écoanxieux, et 85 % estiment qu'il faut réduire immédiatement et considérablement les émissions de gaz à effet de serre, selon le Baromètre de l'Action climatique publié mardi. Cependant, 60 % des Québécois utilisent leur voiture tous les jours.

C'est donc dire qu'une grande part de l'enjeu se joue autour... du transport collectif. Et pas seulement dans la métropole.

D'une part, il y a le coût. À Rouyn-Noranda, la Ville offre depuis six mois la gratuité du transport en commun dans le cadre d'un projet-pilote, à l'instar de la ville de Saint-Jérôme l'an dernier. Fin novembre, on apprendit que son achalandage avait connu une hausse de 40 % entre 2022 et 2023, selon les données fournies par la municipalité de l'Abitibi. Comme quoi ce n'est pas qu'une affaire de grande ville.

La gratuité peut comporter son lot de défis. Saint-Jérôme, qui n'a finalement prolongé la gratuité du transport collectif que pour ses aînés, a été aux prises avec d'importants problèmes liés à l'itinérance, au grand dam des chauffeurs et des usagers, qui ne se sentaient plus en sécurité.

Pourquoi choisir le transport en commun si le trajet traverse deux zones interurbaines et accumule deux tarifs différents? Heureusement, la Ville de Québec a annoncé lundi une importante baisse du tarif mensuel du laissez-passer métropolitain, qui relie Québec, Lévis, Portneuf et la Côte-de-Beaupré. Espérons que l'initiative sera concluante et servira d'exemple à d'autres.

D'autre part, il faut aussi évaluer l'accessibilité des services. Si on veut inciter la population à bénéficier du transport collectif, la desserte des différents réseaux se doit d'être prête à l'accueillir.

À Repentigny, par exemple, le nombre de départs quotidiens des lignes de bus d'Exo en direction de Montréal est passé de 132 à 117 en quatre ans. Le financement étant très limité ne permet pas un meilleur service, malgré l'achalandage. Du côté de la couronne sud, le manque de chauffeurs force même l'annulation de plusieurs trajets depuis le début de l'année scolaire : en septembre, on parlait d'une pénurie d'une cinquantaine de chauffeurs. Pas de doute : sur la Rive-Nord et la Rive-Sud de Montréal, il y a de quoi devenir « exoanxieux ». Sans parler du REM.

Selon le Baromètre, seulement 38 % des Québécois considèrent que les instances gouvernementales et patronales agissent efficacement. Oui, le Québécois moyen a une volonté de changer ses habitudes. Mais il n'a pas les capacités ni l'occasion de le faire seul.

Augmenter les gaz naturels renouvelables

OLESII PIVTORAK

L'Atelier

« Les Laurentides sont les champions de la perte de milieux humides, neuf cours d'eau vont être touchés », déclare Denise Brouillard, résidente des Laurentides, lors de la première audience publique sur la construction d'un nouveau conduit reliant l'usine du site d'enfouissement de Waste Management de Sainte-Sophie au Gazoduc TQM à Mirabel.

Plusieurs habitants locaux ont manifesté leurs doutes par rapport aux conséquences de la construction du ce conduit et l'agrandissement du site d'enfouissement.

L'entreprise de valorisation de biogaz et de biométhanisation a eu la permission du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques d'augmenter son dépôt d'enfouissement à condition que l'entreprise maximise la valorisation des biogaz captés.

Pour cela, elle veut bâtir un nouveau conduit de gaz naturel renouvelable (GNR) sur le territoire des villes de Mirabel et de Sainte-Sophie.

Le conduit, d'une longueur estimée à 10 kilomètres, passera sous les terres agricoles ainsi que les endroits naturels. Énergir investira 36 millions de dollars dans le

projet. Le projet met fin à l'apprivoisement de l'usine Roland.

Biogaz

Jusqu'à 50 millions de tonnes de matières organiques pourraient être enfouies par année. Énergir a prévu de seulement acheter 50 % du gaz produit par l'usine dans les trois premières années.

Le projet est une initiative directe du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. L'objectif d'Énergir est d'utiliser 5 % du gaz naturel renouvelable (GNR) d'ici là. Actuellement, il s'agit de 2 % du réseau d'Énergir.

La compagnie n'a pas confir-

mé si l'objectif serait atteint d'ici 2025. Néanmoins, le secrétaire de la commission rappelle que les GNR contiennent quand même une faible partie d'émission de gaz à effet de serre (GES).

Impact sur la nature

La construction de la conduite détruirait 1932 mètres carrés de milieux humides et 2,42 hectares de forêts. Néanmoins, le projet a prévu de reboiser le secteur, affirme Catherine Houde, la directrice exécutive des affaires publiques d'Énergir.

« Il est impossible d'éviter toutes les forêts », a déclaré Mme Houde face à la stupeur des citoyens.



La carte du monde des élèves de la classe d'accueil Gracieuseté Élodie Blais

Polyglottes à l'école

FLORENCE CHAMPAGNE-HAMEL
L'Atelier

Sur les bancs des écoles francophones du Québec se trouvent plusieurs personnes dont la langue maternelle n'est pas le français. Comment ces personnes vivent-elles leur éducation dans différentes langues ? Nous sommes allés à la rencontre de personnes enseignantes et étudiantes afin d'ouvrir une fenêtre sur les polyglottes en éducation.

Voyage dans une classe d'accueil

Élodie Blais est enseignante en classe d'accueil à l'école primaire Notre-Dame-du-Rosaire à Sherbrooke. Sa classe compte 17 élèves de 6 à 12 ans. Six ou sept langues sont parlées en moyenne dans son local. Les jeunes sont tous à des niveaux d'apprentissage différents. Ce contexte multilingue amène une atmosphère d'en-

traide très saine selon elle. « C'est vraiment extraordinaire de voir que tous ces enfants ont un bagage différent, qu'ils parlent des langues différentes, mais qu'ils sont quand même malgré tout capables de se comprendre, de s'entraider en utilisant autre chose que seulement l'oral », raconte-t-elle.

La courbe d'apprentissage de ses élèves est une pente montante qui n'arrête jamais. « Ils comprennent très, très, très rapidement », explique-t-elle. Pour la majorité de ses élèves, elle perçoit un engagement très présent et un grand désir d'apprendre, plus que ce qu'elle pouvait observer en enseignant dans des classes suivant le programme courant.

Éducation multilingue

Egor Matveev est étudiant au baccalauréat en économie à l'Université Concordia. Il parle couramment le français, l'anglais et le russe. Il est arrivé dans une classe

d'accueil à Montréal à l'âge de sept ans, en 2008. Tout au long de son

« Il m'arrive de faire des calculs en russe, mais d'écrire et de lire les réponses en anglais »
- Egor Matveev

parcours scolaire préuniversitaire, Egor allait à l'école russe chaque samedi. Pour lui, cet apprentissage a été complémentaire à son parcours dans le système d'éducation québécois : « Ce qu'elle permettait, c'était non seulement d'apprendre, et de conserver ma langue russe, mais aussi d'avoir une sixième journée pour étudier et pour apprendre des choses », explique-t-il.

Il y étudiait beaucoup les mathématiques, ce qui lui a permis

de consolider cette matière différemment qu'avec un apprentissage unilingue. Egor a adopté facilement les mathématiques puisqu'il s'agit d'un langage universel commun à ces trois langues. « Il m'arrive de faire des calculs en russe, mais d'écrire et de lire les réponses en anglais », explique-t-il.

Apprendre rapidement

Azra Hasanefendic a étudié les effets d'apprentissage d'une deuxième et troisième langue sur le cerveau à l'Université de Sherbrooke. « Il y a une rapidité de compréhension [de la langue] qui se fait beaucoup plus rapidement auprès de ceux qui sont polyglottes », explique-t-elle. Enseignante d'anglais, Azra est polyglotte et parle l'anglais, le français, le serbo-croate et le macédonien. Son parcours et son identité lui ont permis d'observer les différences entre ses élèves polyglottes et non polyglottes.

Un certificat aux étudiants multilingues

MEGAN FOY
L'Atelier

Cet automne, l'Université de Montréal (UdeM) est devenue la première université québécoise à décerner une attestation de compétences linguistiques pour les étudiants et étudiantes bilingues, trilingues ou quadrilingues.

Les élèves admissibles auront la possibilité de passer un test de langue et de recevoir une attestation de compétences linguistiques de niveau intermédiaire, dans le

but d'enrichir leur CV, de se démarquer à l'étranger ou simplement de relever un défi personnel.

L'UdeM, chef de file

Le Centre de langues de l'UdeM, reconnu comme l'un des meilleurs au monde pour les francophones, propose une variété de 15 langues différentes, dont plus de la moitié sont enseignées jusqu'au niveau avancé.

Selon le plus récent sondage de la firme britannique Quacquarelli Symonds, qui évalue la qualité des

universités, l'UdeM se classe en 4^e position dans ce domaine, parmi l'ensemble des universités francophones de la planète.

Les classes sont généralement composées à la fois d'étudiants et d'étudiantes étrangers, d'élèves qui suivent une formation universitaire dans un autre domaine et d'autres qui sont simplement curieux d'en apprendre davantage sur une nouvelle culture.

Maria Florea, directrice administrative du Centre de langues, précise que les langues pour les-

quelles le Centre enregistre le plus grand nombre d'inscriptions sont l'espagnol, l'allemand, le japonais et l'italien.

« Mais nous avons aussi constaté une augmentation des inscriptions pour les cours de coréen, ce phénomène étant potentiellement dû à l'engouement suscité par les séries télévisées coréennes », explique-t-elle.

Mme Florea précise qu'une hausse générale des inscriptions au Centre de langues a également été observée pendant la pandémie.

CHRONIQUE

Je risque d'oublier le français

OLEKSII PIVTORAK

L'Alzheimer et la démence peuvent affecter nos capacités linguistiques. Je sais qu'au Canada, il n'y a que le français et l'anglais comme langues officielles, mais ce n'est pas la langue officielle d'une personne sur quatre au pays, et j'en fais partie.

Je suis arrivé au Québec en 2014. Je ne connaissais pas du tout la langue de Molière, sauf Bonjour. J'ai appris les langues assez rapidement. Je parle l'ukrainien, le français, l'anglais et j'ai une base d'espagnol. Bien que je veuille vivre dans la langue de mon choix, je n'ai pas toujours le contrôle là-dessus. Si un jour, je suis affecté par l'Alzheimer ou la démence, il se peut que je ne me souvienne même pas de la langue dans laquelle j'écris ce texte.

Histoires vécues

« Il m'est arrivé une fois, à mon travail, de rencontrer un vieux monsieur ukrainien atteint d'Alzheimer qui avait oublié toutes les langues sauf sa langue maternelle. Il était fâché envers les membres du personnel, car ils ne le comprenaient pas, mais il ne savait pas pourquoi », raconte Nazar Yuriv, intervenant en soins spirituels à l'institut Le Neuro de l'Université McGill. Au travail, il parle français, ukrainien, polonais, russe et anglais. Dans son métier, les langues jouent un rôle primordial. Il explique que, pour les allophones, chaque communication avec le personnel est un stress constant. Parfois, les gens se cachent. Certains font semblant de dormir. D'autres sont perdus ou sont en dépression. Ils font ce qu'ils peuvent afin d'éviter la communication. Chaque fois qu'un allophone entend sa langue maternelle, son regard s'illumine, et un lien de confiance s'établit plus rapidement, explique l'intervenant. Il raconte qu'une fois, il a même appris des chansons en italien pour communiquer avec les patients italiens.

L'espagnol est la prochaine langue qu'il souhaite apprendre. Il raconte avec tristesse qu'il s'est senti impuissant lorsqu'il a essayé de communiquer à l'aide de Google Traduction avec la famille d'un patient hispanophone qui allait mourir à la suite d'une crise cardiaque. « Si je savais parler espagnol, j'aurais tellement pu aider plus », a souligné M. Yuriv.

Un peu de statistiques

Au Québec, en 2019, 7,9 % de la population était allophone et 13,9 % avait une langue maternelle autre que le français et l'anglais. Donc, 20 % de la population du Québec serait constituée de patients potentiels.

Possédons-nous les ressources? Pourrions-nous nous adapter à cette réalité?

Amour, love, amor

FLAVIE BOIVIN-CÔTÉ
L'Atelier

Si le fait d'être polyglotte a une influence sur tous les aspects de la vie d'une personne, la sexualité et les relations amoureuses ne sont pas en reste. Comment fonctionner dans un couple lorsque notre partenaire ne parle pas la même langue que nous? Des gens qui vivent cette réalité au quotidien ont répondu à cette question.

Une langue par émotion

Manuel Soldevilla vient de terminer sa maîtrise en anthropologie à l'Université Cambridge. Son sujet de prédilection? Les dialectes propres à certaines régions du monde. Le jeune homme de 23 ans, né d'un père espagnol et d'une mère québécoise, a toujours baigné dans la diversité des langues. Aujourd'hui, Manuel parle parfaitement l'anglais, le français, le portugais et l'espagnol.

« Pour moi, ce n'est pas spécifiquement le fait que ma partenaire parle une autre langue qui va être attirant, raconte-t-il. Ce qui rajoute du piquant, c'est qu'il y a un manque au niveau de la communication verbale, alors on n'a pas le choix de communiquer autrement pour combler ce manque-là, par le physique par exemple. » Selon le jeune anthropologue, son amour s'exprime différemment en fonction de la langue qu'il parle. Chaque des langues qu'il parle est associée à une émotion précise.

« Le portugais c'est la langue que je trouve la plus sexy. Il y a quelque chose de très poétique pour moi là-dedans », raconte-t-il.

Dis-moi un mot en...

Même s'il s'agit d'un atout, Manuel avoue qu'il y a une certaine instrumentalisation et même une fétichisation des gens qui parlent plusieurs langues.

« Je me suis fait dire tellement souvent par des filles "dis-moi un mot en espagnol" et ça m'énervait. On se sent comme des bêtes de cirque par moments », dit-il. Fasciné par les langues, Manuel explique qu'il est en train d'apprendre l'arabe puisque c'est la langue maternelle de sa copine.

Être soi-même

Elhana Beaulieu termine son baccalauréat en création littéraire à l'Université de Montréal. Pour elle, l'anglais est arrivé comme une porte vers l'acceptation.

« L'anglais est plus facile à utiliser pour les personnes queer, en raison du *they/them* qui est plus utilisé que le *iel* en français », raconte Elhana, qui a rencontré son partenaire sur une application où ils conversaient en anglais, puisqu'il vient du Tennessee.

« Je suis plus à l'aise d'être queer dans une autre langue que la mienne. Il y a une liberté quand on parle une autre langue, on a moins d'inhibition », ajoute-t-elle.

Si l'amour au temps de la mondialisation peut causer des malentendus, il peut aussi faire rêver et donner envie de s'ouvrir sur le monde.



Portrait des polyglottes québécoises Georges Awaad, Sabrina Maheu et Tetsu Yung. Gracieuseté de Georges Awaad, Sabrina Maheu et Tetsu Yung

Le Québec, bien plus qu'une dualité linguistique

MEGAN FOY
L'Atelier

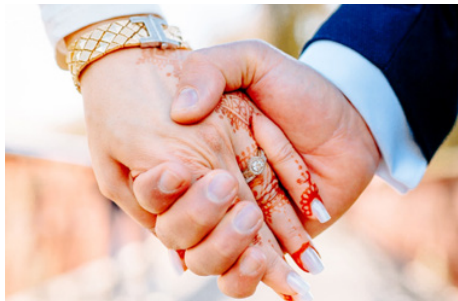
La transmission du français au Québec côtoie aujourd'hui celle de l'anglais, mais aussi celle de langues multiples. Selon les plus récentes données (2021) de l'Office québécois de la langue française, les allophones du Québec ne délaisseraient pas le français pour autant.

C'est à Montréal qu'on observe la plus grande concentration d'allophones, soit des personnes dont la langue maternelle (ou l'une d'entre elles) n'est pas une des deux langues officielles du pays. Et plus de la moitié des allophones montréalais ne parlent pas deux, mais bien trois langues ou plus. Et une plus grande majorité d'allophones parlent le français (47,9 %) avant l'anglais (37,5 %) comme deuxième langue d'usage.

À l'aube du dépôt du Plan d'action pour la langue française au Québec, le gouvernement provincial a décidé que les seuils d'immigration dans la province resteraient inchangés, en partie pour protéger le français.

La dynamique linguistique du Québec repose plus que jamais sur l'immigration, selon une récente analyse de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). Depuis une quarantaine d'années, la langue maternelle des trois quarts de la population immigrante n'est ni le français ni l'anglais.

Mais il y a un « refus de reconnaître la présence de langues secondes [comme le français et l'anglais] régulièrement parlées chez



En 2016, on comptait 170 000 couples bilingues au Québec. Pexels

les allophones », affirme le sociolinguiste et professeur retraité Calvin Veltman.

Couples bilingues

Le polyglotte montréalais Georges Awaad, qui parle couramment plus de 20 langues, est né à Laval d'une mère libanaise et d'un père égyptien. « J'ai grandi avec l'arabe égyptien et l'arabe libanais, mais c'est le français qu'on parlait à la maison », dit l'étudiant à la maîtrise en enseignement du français de 24 ans.

« Il y avait un peu plus de 170 000 couples dont les deux conjoints n'ont pas la même langue maternelle au Québec en 2016 », explique Émilie Lavoie, analyste pour Statistique Canada.

Tetsu Yung est un autre polyglotte bien connu de la communauté multilingue québécoise et il ne pourrait dire quelle est sa langue maternelle prédominante.

parle couramment cinq langues, mais n'est pas issue d'un milieu familial allophone comme la plupart des autres polyglottes.

Elle croit toutefois être bien placée pour comprendre leur réalité, puisqu'elle occupe un poste au sein du Service d'aide aux néo-Canadiens en Estrie.

« C'est important pour les personnes immigrantes de ne pas perdre leur langue natale, comme pour les francophones, estime Sabrina. C'est important pour elles de l'enseigner à leurs enfants parce qu'après, il y a aussi toutes sortes de questions identitaires qui en découlent. »

Comprendre l'individu derrière les mots

Fischer Fritz *fischt frische Fische, frische Fische fischt Fischers Fritz.*

« En allemand, ça signifie "Le pêcheur Fritz pêche des poissons frais, des poissons frais pêchés par Fritz le pêcheur" », explique Sabrina Maheu.

C'est notamment en abordant les gens avec un virelangue que la polyglotte préfère créer des liens en voyageant.

Unanimement, Georges Awaad, Tetsu Yung et Sabrina Maheu ont affirmé qu'il est nécessaire de comprendre l'individu derrière les mots. « C'est une des voies essentielles si on veut bien comprendre une culture », croit Sabrina.

D'après le recensement de 2021, 93,7 % des Québécois ont déclaré connaître le français assez bien pour soutenir une conversation dans cette langue.

Question d'identité

Sabrina Maheu, diplômée en langues à l'Université Bishop's,



Le sang du policier Sanjay Vig a été retrouvé sur un pantalon soupçonné d'appartenir à l'accusé selon la Couronne. *Bettie Desjardins, L'Atelier*

« Je veux tuer un policier »

OLESKII PIVTORAK
L'Atelier

« Je veux tuer un policier, le Canada est un pays de non-croyants », a dit Ali Ngarukiye à l'imam Hassan Habib de Toronto.

Cette discussion a eu lieu à l'été 2020, soit un an avant la tentative de meurtre sur le policier du SPVM, Sanjay Vig, à l'aide d'un objet en métal le 28 janvier 2021 à Montréal. La Couronne accuse Ali Ngarukiye d'une tentative de meurtre à l'intention du policier Sanjay Vig.

Il est également accusé de trois autres chefs d'accusation, dont désarmement d'un policier, vol de voitures et voies de faits graves.

Selon la Couronne, M. Ngarukiye a mentionné pour la première fois son intention de tuer un policier à l'été 2020 à l'imam Hassan Habib. À la suite de l'exécution de son acte, l'accusé avait prévu de quitter le Canada.

« Il allait tuer. Il était prêt à l'avance », a déclaré la procureure de la Couronne Jasmine Guillaume. De plus, la Couronne a accusé l'imam de ne pas avoir contacté la police et d'avoir témoigné uniquement au moment où les policiers ont cogné à sa porte. Auparavant, l'imam Hassan Habib voulait marier la sœur de M. Ngarukiye.

Un roman policier

Selon la Couronne, Ali Ngarukiye a commencé à explorer le quartier Parc-Extension pour effectuer son crime à partir de novembre 2020, comme en témoignent les enregistrements des caméras de surveillance montrés en Cour.

À partir du 25 janvier 2021, il a intensifié ses explorations. Le 28



M. Vig a reçu trois coups d'un objet métallique sur la tête le 28 janvier 2021. *Pexels*

janvier en matinée, il a nettoyé une Honda CR-V volée pour préparer son départ à Toronto et a circulé dans le quartier pendant une heure et demie. M. Ngarukiye savait que ce jour-là, il n'y avait que deux patrouilles dans le quartier et que le policier Vig était seul.

Trois coups sur la tête

Avant d'approcher l'agent et de lui asséner trois coups avec un objet métallique sur la tête, Ali avait fait un demi-tour en auto pour s'assurer que le policier était bien seul et c'était le moment idéal pour effectuer le crime selon la Couronne.

Lorsque le policier s'est levé pour fuir son assaillant, l'accusé, qui l'avait désarmé, a tiré pas moins de deux fois sur le policier.

Selon les preuves fournies par la Couronne, il est possible de voir que la manche du manteau a été percée par les balles à plusieurs endroits.

Avec ces preuves, la procureure a déclaré que l'accusé avait visé la tête du policier. « Il a vu le visage

de ses deux enfants et il a commencé à courir », a dit la procureure de la Couronne.

Un immense travail

Un grand nombre de preuves émises par la Couronne suggèrent que M. Ngarukiye avait planifié la tentative de meurtre du policier du SPVM, Sanjay Vig.

Le moment de la journée qui concordait avec les faits, les traces de sang sur le pantalon de l'accusé, ses déplacements avec les voitures volées et les images prises par les caméras de surveillance environnantes prouvent qu'il s'agissait bien de M. Ngarukiye. Néanmoins, les témoins n'ont pas pu voir le visage de l'accusé. Seules certaines caméras de surveillance affichaient son visage.

Les témoignages des policiers, ceux des victimes qui se sont fait voler leurs voitures, les images des caméras de surveillance ont permis d'identifier le visage de M. Ngarukiye.

Le lien entre ces divers élé-

ments? Une description, celle d'un homme noir assez jeune, mesurant entre 150 et 160 centimètres et arborant des habits noirs.

La Couronne explique l'absence des empreintes de M. Ngarukiye dans les autos volées par le fait que l'accusé portait des gants au moment des faits. Pour retrouver M. Ngarukiye, la Couronne a utilisé les enregistrements des caméras de surveillance d'une station d'essence en Ontario. La Couronne a conclu son bilan et suggéré une peine lors de l'audience matinale du 6 décembre. Le juge a déclaré être prêt à rendre son verdict vendredi matin.

Un bref retour

Ali Ngarukiye est accusé de tentative de meurtre du policier du SPVM, Sanjay Vig, le 28 janvier 2021 à Montréal.

Lorsque le policier avait arrêté Mamadi Camara pour lui donner une amende pour utilisation de téléphone au volant, le policier s'est fait frapper à l'arrière de la tête par un objet en métal.

L'agresseur a ensuite désarmé l'agent de la police pour tirer avec son arme. M. Vig a réussi à se lever et à fuir le lieu de l'attaque en appelant ses collègues à la rescousse.

La Couronne déclare que M. Ngarukiye s'est par la suite réfugié en Ontario à l'aide d'une voiture volée qu'il avait stationnée avant de se réfugier dans une mosquée de Toronto.

L'accusé a été retrouvé à Toronto, le 26 mars 2021. M. Camara a été arrêté dans les jours suivant l'attaque sous prétexte qu'il aurait été l'auteur de l'agression. Néanmoins, quelques jours plus tard, il a été déclaré innocent et relâché.

Trois ans et demi pour Bajwa

OLTVIER GUILLET
L'Atelier

La procureure de la Couronne demande une sentence de trois ans et demi sans condition dans l'affaire Gurpreet Singh Bajwa, coupable d'agression sexuelle armée, d'agression sexuelle causant des lésions et d'enlèvement et séquestration en mai 2021.

L'homme de 36 ans a attaqué une femme de 21 ans par l'arrière avec une barre de métal dans la nuit du 26 mai 2021 sur l'avenue André, près du boulevard Hymus, à Dorval. Il a ensuite menacé la victime de continuer de la frapper si elle refusait d'avoir un rapport sexuel avec lui. Elle a finalement réussi à faire fuir l'accusé à l'aide de propos dans la même langue que l'accusé, mais le mal était fait. D'après son évaluation psychologique présentée à la cour mardi, Bajwa semble avoir un « fantasme » de domination.

La Couronne

La Couronne justifie la demande de sentence de 42 mois sans condition en raison de plusieurs facteurs. « Selon son évaluation psychologique, l'accusé a des risques de récidives non négligeables, précise le procureur Jérôme Laflamme. Malgré les nombreuses séances de thérapie qui ont eu lieu dans les derniers mois, c'est trop récent pour changer le diagnostic. »

Un autre facteur important aux yeux du procureur est que Bajwa s'est déplacé avec la victime vers un endroit sans caméra, l'agression s'est donc déroulée sur une longue période. « De plus, l'accusé a frappé la victime avec une arme blanche pour l'obliger à avoir un rapport sexuel avec lui. Ça montre qu'il était déterminé à l'agresser sexuellement », ajoute l'avocat.

La violence et les blessures étaient importantes. « Les photos de la victime parlent d'elles-mêmes, dit Me Laflamme. Elle aura des conséquences de l'agression pour le restant de sa vie. »

Il poursuit en expliquant au juge que, malgré la situation financière de l'accusé lors des faits qui lui apportait énormément de stress, Gurpreet Singh Bajwa est le seul responsable. L'homme était sobre lors de l'agression.

Une sentence conditionnelle

L'avocat de la Défense, Maxime Raymond, a demandé une sentence conditionnelle de 24 mois. Il a expliqué à la juge Karine Giguère qu'il s'agirait d'une sentence conditionnelle complète, c'est-à-dire que Bajwa pourrait sortir de chez lui seulement pour aller travailler. Me Raymond rappelle qu'une agression sexuelle est toujours et sans exception un geste criminel grave, peu importe les circonstances. L'affaire devait se poursuivre mercredi matin devant la juge Karine Giguère.

Le prix des aliments en hausse

BETTIE DESJARDINS
L'Atelier

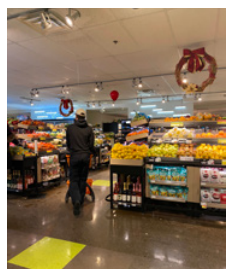
Selon Statistique Canada, dans les derniers mois, les prix de certains aliments ont diminué et d'autres se sont stabilisés. Pourtant, selon Dalibor Stevanovic, enseignant au Département des sciences économiques de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM (ESG), les coûts liés au panier d'épicerie risquent de continuer à augmenter dans les prochaines années. « Je ne vois pas comment les prix pourraient baisser. Tous les facteurs mènent à une hausse », affirme même l'expert en économie.

Selon lui, il est difficile de contrôler cette hausse: « On n'a vraiment pas beaucoup de contrôle. Surtout au Canada et au Québec, des endroits très petits économiquement. On prend vraiment ces prix-là et on vit avec. » Les changements climatiques sont un des facteurs qui justifient cette augmentation des prix.

« À l'avenir, si les changements climatiques se réalisent comme on l'annonce, c'est sûr que ça ne va pas faire baisser les prix. On peut s'attendre quand même à des prix plus élevés ou même à plus de volatilité dans les prix dans les prochaines années », explique-t-il. Dalibor Stevanovic ajoute que « la production va être affectée parce qu'il y aura plus de sécheresses et plus de catastrophes naturelles ». Ainsi, selon lui, la production et l'offre des marchés alimentaires risquent de diminuer, mais la demande augmentera toujours puisque l'on sera toujours plus.

Changer les habitudes de consommation

Dalibor Stevanovic croit par contre que la façon dont les gens vont changer leurs habitudes de consommation pourrait aussi jouer sur les prix. « Ça dépend à quel point les gens sont capables de remplacer certains ingrédients. S'ils voient que le prix du bœuf augmente, peut-être qu'ils vont commencer à manger du tofu. Si beaucoup de gens commencent à manger du tofu, la demande pour le bœuf va diminuer, ce qui pourrait à terme faire baisser son prix », dit-il.



Les prix dans les épiceries augmentent, selon l'enseignant à l'ESG Dalibor Stevanovic. Alexane Taillon-Thiffault, L'Atelier



La productivité des matières est un « indicateur global de l'efficacité d'une économie », selon le rapport de l'ISQ. Pixabay

La production des richesses ralentit

FLORENCE PROVENCHER
L'Atelier

La productivité des matières, qui « exprime le rapport entre le PIB et la consommation intérieure de matières », est en baisse au Québec depuis 2016, d'après un rapport rendu public mardi par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

Selon ce rapport, en 2016, la productivité des matières s'élevait à 1788 \$/tonne, et ce chiffre a continuellement baissé jusqu'à 1504 \$/tonne en 2019. Cela indique que le Québec « a créé moins de richesse par tonne utilisée » depuis 2016 et que le PIB a augmenté moins rapidement que la consommation intérieure de matières.

Sophie Brehain, chargée de projet à l'ISQ, explique que « plus on

« Plus on produit de richesse avec une tonne [de matière], mieux c'est »
- Sophie Brehain

produit de richesse avec une tonne [de matière], mieux c'est. En effet, cela veut dire qu'on utilise mieux les matières qui entrent dans l'économie ».

Les matières concernées par ce ratio sont la biomasse, les combustibles fossiles, les minerais métalliques et les minerais non

métalliques, qui impliquent tous une extraction de matière de l'environnement. Les énergies renouvelables sont exclues, parce que « rien n'est enlevé à la nature » dans ces cas-là, d'après Sophie Brehain.

Raisons de la baisse

Pour expliquer les raisons de cette baisse, Sophie Brehain apporte la précision suivante : « S'il [le chiffre] a baissé, ce n'est pas parce qu'on a produit moins de richesse, c'est parce qu'on a produit plus de richesse, mais avec plus de matières aussi. »

Elle ajoute qu'il y a « beaucoup de minerais métalliques et non métalliques qui sont extraits du sol québécois et qui font augmenter la quantité de matières

qui entre dans l'économie ». Selon elle, il y en avait « plus qu'auparavant » dans les dernières années et c'est donc pour cette raison que la consommation intérieure de matières a augmenté plus rapidement que le PIB.

La chargée de projet explique que plus le ratio augmente, plus c'est « durable ». Par contre, elle précise que ce ne sera pas « durable, à long terme, si l'on continue d'extraire autant [de matière] du sol ». Sophie Brehain est d'avis « qu'il faudrait que le ratio augmente pour qu'on utilise plus efficacement les ressources ».

D'après le rapport, « l'amélioration de la productivité des matières permettra de faire face aux problèmes économiques et environnementaux actuels et à venir. »

Garderies inaccessibles à moindre coût

OLIVIER GUILLET
L'Atelier

Les dépenses parentales envers les services de garde ont diminué en 2023, mais l'attente pour obtenir une place dans un Centre de la petite enfance (CPE) reste inamovible.

« Moi j'ai eu de la chance de trouver une place dans un milieu familial, mais je connais des parents qui sont sur une liste d'attente pour une place dans un CPE [...] l'attente est de trois ans... », dit Magaly Lavigne,

mère d'un bébé de 16 mois. « Ils n'ont pas eu le choix de demander à un membre de leur famille », ajoute-t-elle. Selon Statistique Canada, la proportion de parents qui ont eu recours à un service de garde et qui ont déclaré avoir éprouvé de la difficulté à en trouver un à augmenter de 13% entre 2019 et 2023.

L'attente qui s'alourdit

« Je n'ai moi-même eu aucune nouvelle des CPE et ça fait maintenant un an et demi que j'ai envoyé ma demande », ajoute Magaly La-

vigne. En 2023, 26 % des parents d'enfants de 0 à 5 ans qui n'utilisaient pas un service de garde ont déclaré que leur enfant était inscrit sur une liste d'attente, en hausse par rapport à 2022 (19 %). Selon les résultats provenant de l'Enquête auprès des prestataires des services de garde, 78 % des services de garde en centre ont déclaré avoir des listes d'attente en 2022.

Une diminution des coûts

Le montant dépensé mensuellement pour les enfants fréquentant

des services de garde en centre à temps plein a diminué pour passer d'une moyenne de 663 \$ en 2022 à 508 \$ en 2023. Cette baisse coïncide avec les réductions des frais de garde dans bon nombre de provinces et de territoires.

En comparaison, le montant dépensé mensuellement pour les enfants fréquentant des services de garde en milieu familial à temps plein a peu varié par rapport à l'année précédente, se situant à 585 \$ en 2023 alors qu'il se chiffrait à 587 \$ en 2022.



Les blessés sont transportés dans des remorques ou portés par leurs proches. *Mahmud Hams, Agence France-Presse*

L'ONU redoute un « scénario infernal »

Au 60^e jour de guerre, Israël intensifie ses frappes sur Gaza

ARIANE FOURNIER
L'Atelier

L'enceinte de la ville de Khan Younés, dans le sud de la bande de Gaza, a été investie par l'armée israélienne mardi. Un grand nombre de Palestiniens du Nord y avaient trouvé refuge.

Depuis la reprise des combats le 1^{er} décembre, l'armée a resserré l'étau sur l'enclave palestinienne. La bande étant presque assiégée dans son ensemble, les réfugiés n'ont plus que quelques kilomètres pour s'enfuir et ainsi échapper aux combats.

Le général israélien Yaron Finkelman, chef du commandement

sud, a déclaré qu'il s'agissait du « jour le plus intense depuis le

« Nous sommes proches de l'heure la plus sombre de l'humanité » - le Dr Peeperkorn

début de l'offensive terrestre » israélienne.

Le responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans les territoires palestiniens occupés, le Dr Richard Peep-

korn, s'inquiète de la situation à Gaza. « Nous sommes proches de l'heure la plus sombre de l'humanité », a-t-il affirmé.

Alertes inefficaces

Chaque jour, l'armée israélienne prévient de l'imminence d'un bombardement, ordonnant aux habitants de quitter leur quartier. Mais l'ONU a jugé « impossible » de mettre en œuvre des zones sécurisées telles qu'elles sont désignées par Israël.

De nouvelles scènes de chaos se sont répétées mardi à l'hôpital Nasser de Khan Younés, le plus grand du sud de la bande de Gaza, où des patients sont soignés

à même le sol.

L'hôpital, qui est à court de personnel et de fournitures, abrite plus de 1000 patients et 17 000 déplacés.

Pénurie de refuges

Les refuges se font de plus en plus rares dans l'enclave, ce qui fait craindre le pire à Lynn Hastings, coordonnatrice humanitaire de l'ONU pour les territoires palestiniens. « Un scénario encore plus infernal est sur le point de se réaliser », a-t-elle déclaré avant d'ajouter que « les opérations humanitaires ne pourront peut-être pas répondre ».

D'après l'Agence France-Presse

Sonko devant les tribunaux

Un tribunal de Dakar examinera le 12 décembre la réintégration ou non de l'opposant sénégalais Ousmane Sonko sur les listes électorales, dont dépend sa candidature à la présidentielle de 2024, a appris l'Agence France-Presse mardi. La radiation de M. Sonko des listes électorales le rendra inéligible pour l'élection de 2024 si elle est confirmée. Elle donne lieu à une bagarre judiciaire contre l'État engagé depuis plus de deux ans dans un bras de fer avec l'opposant responsable de plusieurs émeutes meurtrières. M. Sonko a été détenu au poste de police fin juillet sous d'autres chefs d'accusation, dont appel à l'insurrection, association avec une entreprise terroriste et atteinte à la sûreté de l'État. *AFP, FB-C*

L'aéroport de Munich toujours fermé

L'aéroport de Munich a été fermé mardi, en raison de chutes de neige et de pluies givrantes qui paralysent depuis vendredi les transports en Bavière, dans le sud de l'Allemagne. Aucun avion n'a décollé de l'aéroport munichois ou n'y a atterri mardi entre 6 h (5 h GMT) et 12 h (11 h GMT). Le personnel de maintenance au sol s'est employé à dégivrer le tarmac mardi matin. « On peut envisager que la majorité des vols devront être annulés toute la journée pour des raisons de sécurité », a prévenu l'autorité aéroportuaire, qui a aussi conseillé aux passagers de contacter les compagnies aériennes pour gérer les reports et les annulations. *AFP, FB-C*

« Remettre de l'exigence » à l'école

LAURIE ST-GEORGES
L'Atelier

Le ministre français de l'Éducation, Gabriel Attal, a annoncé mardi plusieurs réformes afin de relever le niveau scolaire.

Le plan nommé « Chocs des savoirs » est basé sur quatre principes : clarté, exigence, science et culture générale.

La nouvelle étude du Programme pour le suivi des acquis des élèves (PISA) démontre que la France est « mauvaise élève »

en mathématiques, en français et en science.

« Urgence nationale »

Puisque le niveau scolaire dégringole en France, « nous devons impérativement élever le niveau des élèves et nous devons donc être plus exigeants », a déclaré le ministre de l'Éducation nationale. La réforme implique entre autres des programmes pour les élèves du primaire, la mise en place de groupes de niveaux au collège et la simplification du redoublement.

Le ministre Gabriel Attal affirme qu'il s'agit « d'une vraie urgence nationale » et que 200 000 professeurs ont déjà pris part à ces plans de formation. Avec les quatre principes qu'il introduit M. Attal, il évoque une forte ambition et un « électrochoc s'adressant aux élèves, qui relancera l'ascenseur scolaire [et] redonnera confiance aux familles ».

Redoubler, une solution ?

Le redoublement ne fait pas l'unanimité chez les enseignants

ni chez les parents. La professeure en science de l'éducation et directrice du service AIDE à l'Université de Liège Ariane Baye explique qu'un « élève fragile qui redouble perd un an pour arriver au même niveau que les autres, alors qu'il existe d'autres moyens plus efficaces pour leur permettre de combler leurs lacunes ».

Le ministre Gabriel Attal prévoit d'implanter les réformes à partir de l'année scolaire 2025-2026.

Avec l'Agence France-Presse

L'ATELIER

Cheffe de nouvelles : Alice Fournier

Cheffe de pupitre : Noémie Laplante

Pupitres : Flavie Boivin-Côté, Bettie Desjardins, Grégory Hamel, Louise Petit et Alexane Taillon-Thiffeault
Photographie : Louis Petitjean

Correction : Raoul Bloch et Florence Champagne-Hamel
Journalistes : Lyna Basta, Laurie Doré, Ariane Fournier, Megan Foy, William Gemme, Olivier Guillet, Florence Lamoureux, Oleksii Pivtorak, Florence Provencher, Antoine Quessel, Maylis Roumy, Laurie St-Georges

Merci à : Richard Bousquet, Christine Dumazet, Maude Goyer, Florent Maiorana et Malika Alaoui

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Trump comme cheval de Troie

ARIANE FOURNIER
FLAVIE BOIVIN-CÔTÉ
L'Atelier

Joe Biden a déclaré devant les journalistes de l'Agence France-Presse que, si Trump n'avait pas été candidat à l'élection de 2024, il ne se serait sûrement pas présenté lui-même. La victoire du président de 81 ans à la dernière présidentielle a marqué la fin de l'ère Donald Trump, une victoire que les démocrates ne sont pas prêts d'oublier, même si l'adversaire est toujours dans la mire du président américain.

« Il ne faut absolument pas le laisser gagner », a déclaré Biden à Boston mardi. Si la campagne de l'actuel président a mal décollé, son équipe est convaincue qu'il est le meilleur candidat pour battre Trump en 2024.

Rappelons que Joe Biden a avoué maintes fois être fatigué et a hésité à se présenter pour un second mandat. Les médias internationaux (*Le Monde* et le *Washington Post*, entre autres) ont soulevé des inquiétudes quant à l'état de santé du chef démocrate au cours des derniers mois.

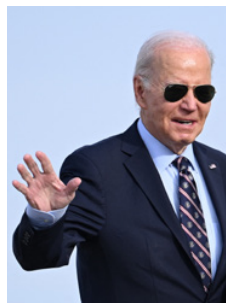
Ses principaux adversaires

Si Biden a comme objectif premier de battre Trump, il doit d'abord se heurter à un obstacle de taille : Dean Phillips. Le représentant originaire du Minnesota, âgé de 54 ans, est aussi en lice pour l'investiture du parti démocrate. Comme Trump, Phillips est un homme d'affaires entré en politique relativement tard, contrairement à Biden, qui est un politicien de carrière.

La cause des femmes

Joe Biden a « condamné sans ambiguïté et avec force les violences sexuelles des terroristes du Hamas » lors d'une allocution mardi. Le démocrate a même affirmé que la lutte aux violences faites aux femmes est « l'un des plus grands combats de sa vie ».

Avec l'Agence France-Presse



Joe Biden à son arrivée à Boston Mandel Ngan, Agence France-Presse



Les deux gouvernements attendaient de signer l'entente depuis le 15 novembre. Ben Birchall, Agence France-Presse

Nouveau traité migratoire

Le Royaume-Uni et le Rwanda s'unissent contre l'immigration clandestine avec des politiques restrictives concrètes

LAURIE ST-GEORGES
L'Atelier

Le Royaume-Uni et le Rwanda ont signé un nouveau traité mardi visant à renforcer leur politique migratoire. Après un premier accord jugé illégal par la Cour suprême britannique le 15 novembre, Londres et Kigali s'entendent pour transférer les migrants illégaux directement au Rwanda.

Ce nouveau traité a été signé dans la capitale du Rwanda, Kigali, par le ministre de l'Intérieur britannique, James Cleverly, et le ministre rwandais des Affaires étrangères, Vincent Biruta.

Premier accord illégal

Cinq juges de la Cour suprême britannique avaient tranché à la mi-novembre l'illégalité d'un partenariat migratoire conclu avec Kigali pour que les demandeurs d'asile arrivés au Royaume-Uni en « small boats » (bateaux pneumatiques) soient transférés au Rwanda et que leurs demandes soient évaluées sur place.

Ce refus unanime était basé sur des risques considérés comme « réels » par l'instance juridique du Royaume-Uni, notamment à cause d'un possible refoulement de ces migrants. La Cour avait aussi jugé le Rwanda comme lieu non sécuritaire comme pays tiers pour accueillir les demandeurs d'asile : « Londres doit ouvrir les yeux sur le passé du Rwanda en matière de violations des droits de la personne, notamment à l'encontre des



L'année 2023 suit de près le record de 2022 pour la traversée de la Manche. Sameer Al-Doumy, Agence France-Presse

réfugiés et des demandeurs d'asile et abandonner une fois pour toutes ses projets d'expulsion des demandeurs d'asile vers le Rwanda. »

Ce nouveau traité « répondra aux préoccupations de la Cour suprême en garantissant notamment que le Rwanda n'expulsera pas vers un autre pays les personnes transférées dans le cadre du partenariat », assure M. Cleverly.

Le Rwanda, un pays sûr

James Cleverly, ministre de l'Intérieur britannique, assure « qu'il est clair que le Rwanda est un pays sûr, et nous travaillons à un rythme soutenu pour faire avancer ce partenariat afin d'arrêter les bateaux [qui traversent la Manche] et sauver des vies ». Depuis le début de l'année, près de 300 000 personnes sont arrivées par

la Manche à bord de petites embarcations selon un décompte de l'AFP. L'année 2022 était l'année record, 45 000 personnes ayant tenté la traversée dangereuse de la Manche.

Mesure phare

Le gouvernement britannique s'est efforcé de sauver cette mesure qu'il considérait comme « phare » pour contrer l'immigration illégale.

Le ministre rwandais des Affaires étrangères, Vincent Biruta, est convaincu qu'ils ont un rôle important à jouer pour régler ce problème.

Le gouvernement rwandais affirme être en mesure de traiter efficacement les demandes de réfugiés.

Dans une conférence de presse

peu après cette affirmation, M. Cleverly a déclaré avoir « une immense admiration pour le gouvernement rwandais, qui a reçu de nombreuses critiques ». Le pays d'Afrique de l'Est confirme qu'il veillera également à écouter toutes les plaintes et tous les questionnements des migrants.

Réduire l'immigration

En plus du nouveau traité, le gouvernement britannique a annoncé lundi de nouvelles restrictions sur l'immigration légale.

Devant le Parlement, James Cleverly a promis lundi « la réduction la plus importante » jamais effectuée en matière d'immigration nette : « 300 000 personnes de moins pourront venir au Royaume-Uni dans les années à venir par rapport à l'année dernière », a-t-il déclaré.

Il a fait part d'une augmentation du salaire minimum requis de 47% pour obtenir un visa de travail à 38 700 livres sterling (soit 66 231 \$CA). De plus, les salariés du secteur de la santé ne pourront plus faire venir leurs familles au Royaume-Uni, suscitant des craintes et des mécontentements de la part de ce secteur.

Le gouvernement s'efforce d'afficher une ligne ferme pour faire baisser l'immigration qu'elle soit légale ou clandestine.

En décembre 2022, environ 1,1 million de personnes ont migré légalement vers le Royaume-Uni, tandis que plus de 550 000 sont parties du Royaume-Uni.

Avec l'Agence France-Presse

JEUX VIDÉO

Grand Theft Auto au féminin

RAOUL BLOCH
L'Atelier

Prévu pour 2025, le jeu vidéo *Grand Theft Auto (GTA)* va permettre à ses joueurs d'incarner un personnage principal féminin pour la première fois dans son histoire. Après près de dix ans d'attente, les partisans de cette célèbre franchise ont admiré, lundi dernier, la première bande-annonce de la sixième édition du jeu éponyme du développeur américain Rockstar Games.

Pendant près de 1 minute 30, cette annonce vidéo plonge le spectateur dans l'ambiance de la nouvelle ville fictive très inspirée de la ville américaine de Miami.

Les joueurs pourront incarner deux nouveaux protagonistes, Lucia et Jason, deux bandits impliqués dans diverses histoires de braquages.

Controverse

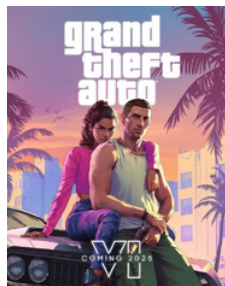
Alors que les éléments qui ont fait le succès de la série semblent toujours au rendez-vous, la nouvelle protagoniste n'a pas fait l'unanimité aux yeux de la communauté. Plusieurs internautes se sont plaints de ce choix sur les réseaux sociaux.

Interrogé sur la question, Nicolas Perez Frenette, un habitué des jeux vidéo depuis quinze ans et grands partisans de la série, s'est au contraire réjoui de l'annonce de cette nouveauté : « J'étais vraiment content [...] Surtout, le fait que maintenant le protagoniste est une femme, c'est très intéressant. J'ai toujours voulu ça, depuis longtemps. »

L'ère du numérique

Originellement prévue pour être publiée hier matin, la bande-annonce de *GTA VI* a été divulguée lundi soir sur le réseau social X. Malgré les efforts mis en place pour bannir le compte à l'origine de la fuite, la compagnie s'est finalement résolue à sortir l'annonce en avance.

Cette situation se généralise dans le monde du jeu vidéo, les développeurs ayant de plus en plus de mal à assurer la sécurité de leurs contenus.



Grand Theft Auto a fêté, le 28 novembre dernier, les 26 ans de la série. GTA VI Intel, X

Fusion intergénérationnelle à Playbox

GRÉGORY HAMEL
L'Atelier

Le centre Playbox, un nouveau projet de Playmind, un studio spécialisé dans les jeux vidéo et les expériences numériques, a ouvert ses portes mardi au Centre Eaton de Montréal. Emmanuel Sévigny, le président-directeur général et fondateur du projet, souhaite que ce nouveau pavillon plaise autant aux plus jeunes qu'aux plus vieux. « On a des jeux modernes et novateurs, comme les jeux de réali-

té virtuelle qui vont faire tripper les plus jeunes, mais on a aussi des arcades plus rétro, des jeux classiques auxquels monsieur ou madame Tout-le-Monde a déjà joué », explique M. Sévigny.

Ouvert 7 jours sur 7

Le nouveau centre peut accueillir jusqu'à 150 visiteurs simultanément et compte plus de 80 machines de jeux et d'attractions y compris des jeux de balles interactifs sur un tableau DEL, des allées de quilles virtuelles ainsi que

des jeux de combat en trois dimensions. Le centre, situé au premier étage du Centre Eaton, sera ouvert sept jours sur sept du matin au soir pour pouvoir accueillir toutes les clientèles.

Passer au niveau suivant

« Dans les prochains mois, on va améliorer [le centre]. On veut créer autre chose de particulier, de plus innovateur et révolutionnaire. On regarde nos options, on veut que ça devienne quelque chose de gros », affirme le fondateur du

projet. L'équipe organisatrice entrera en contact avec des producteurs de renom afin de diversifier les jeux offerts. « Nous avons déjà invité tous les producteurs de jeux vidéo de salles à venir mettre leurs produits ici. Ils sont majoritairement montréalais, mais beaucoup viennent d'ailleurs aussi. Tout le monde dans l'industrie et dans la communauté de jeu se connaît bien. On a un bon feeling », dit M. Sévigny. Il souhaite que Playbox devienne la destination idéale pour une sortie en famille.



Cymopolée, de Luminariste, est un parcours interactif immersif au cœur des changements climatiques. Louis Petitjean, L'Atelier

Réflexion verte pour Montréal en Lumière

FLORENCE CHAMPAGNE-HAMEL
L'Atelier

Montréal en Lumière, l'événement qui célèbre l'hiver au plein cœur du centre-ville, devra s'adapter aux changements climatiques en milieu urbain. La programmation de sa 25^e édition lancée mardi amorce une réflexion sur l'écoresponsabilité de son aménagement extérieur et sur une gastronomie « verte ». La série d'événements se tiendra du 29 février au 10 mars 2024.

« Ça ne peut être autrement qu'une préoccupation », affirme le directeur général de Montréal en Lumière, Jacques Primeau. Les conséquences des changements climatiques se font sentir au sein

même du Quartier des spectacles : « Ce qu'on voit, c'est vraiment une température de plus en plus extrême avec des variations très brusques », explique-t-il.

Réfrigérer les patinoires

« On se rend bien compte que le nombre de jours par année où l'on peut entretenir une patinoire naturelle diminue chaque année », constate le président. La réfrigération serait selon lui une nécessité. Les deux patinoires, soit le Sentier de patin de la place des Festivals et la patinoire de la place Loto-Québec à l'esplanade Tranquille, sont réfrigérées pour permettre au public de profiter gratuitement de ce sport hivernal.

Toutefois, la majorité des chauf-

ferettes extérieures de Montréal en Lumière s'alimentent encore au gaz puisque les modèles électriques seraient « moins efficaces » selon Jacques Primeau. Il espère que le festival pourra développer au fil des années sa propre expertise pour « être plus à l'extérieur en produisant le moins de carbone possible ».

Une émission de radio sur les changements climatiques nordiques en milieu urbain avec Catherine Perrin, du balado *Feu vert* de Radio-Canada, sera enregistrée pour le festival. Des parcours interactifs de sensibilisation aux changements climatiques sont aussi présents dans le Quartier des spectacles, comme l'œuvre *Cymopolée* et bien d'autres.

Programmation gourmande

Des chefs internationaux qui ont reçu des étoiles vertes Michelin, c'est-à-dire des chefs qui tiennent compte de la durabilité de leurs produits, participeront cette année au festival.

Caroline Huard, une cheffe végétarienne montréalaise aussi connue sous le nom de Lounie, espère que la végétalisation du menu sera aussi au rendez-vous. « Ça prend des chefs créatifs, qui vont nous montrer comment rendre la cuisine végétale plus intéressante », souligne-t-elle.

Elle viendra donner une conférence en mars sur la cuisine végétale pour toute la famille dans le cadre du festival.



Lors d'une fête organisée chez le cinéaste Pastrami (au centre), Henri (à gauche) apprend que le tournage auquel prend part Laura (à droite) se déroule à Whitehorse, au Yukon. Danny Taillon, Production Couronne Nord

Mettre à l'honneur la culture brésilienne

LOUISE PETIT

L'Atelier

Le film *Môa, racine afro mère*, projeté à l'occasion du 17^e Festival du film brésilien à Montréal, veut mettre en lumière la culture brésilienne que son propre pays méconnaît. Pour cela, le réalisateur Gustavo McNair raconte la vie de Mestre Móa do Katendê, musicien, capoeiriste (art martial afro-brésilien), éducateur artistique et fondateur d'Afoxé Badaué.

L'artiste est entré dans l'histoire de la ville de Salvador dans les années 1980, en faisant descendre des milliers de personnes dans les rues, en promouvant la « réafricanisation » du carnaval de Bahia et en influençant une génération d'artistes. Une référence culturelle pour cette ville, mais un inconnu du reste du monde.

Des messages pertinents...

Le film se veut porteur de nombreux messages qu'incarne Móa do Katendê. Il a créé un nouveau groupe musical, Afoxé Badaué, et a profondément marqué la ville de Salvador. Il était également l'un des plus grands maîtres du Brésil dans un style de capoeira, Jogo de Angola.

Parmi les symboles qu'il portait, le plus important était l'inclusion. Cet homme a été un pilier en faveur de la culture afro-brésilienne. Que ce soit dans ses chansons, avec la capoeira ou encore durant les carnavaux, Móa do Katendê a su promouvoir la place de la population noire dans ces événements. Sur tout, ce documentaire est une occasion pour les Brésiliens de renouer avec leur culture. Durant le long métrage, les proches de Móa do Katendê interrogés pour l'occasion se recourent tous sur une chose : « Le Brésil ne connaît pas le Brésil. »

... perdus dans la masse

Môa, racine afro mère portait d'autres messages intéressants, mais ces derniers ont été perdus dans la masse d'information. En effet, plusieurs aspects de l'articulation du documentaire ont nui à la compréhension du spectateur.

Le vocabulaire très précis de la culture brésilienne est peu expliqué au cours du long métrage. Cela peut parfois perdre un public non connaisseur.

Également, la chronologie de la vie de l'artiste est peu abordée, ce qui n'aide pas à la compréhension des événements décrits.

À la défense du réalisateur, la mort de Móa do Katendê, assassiné durant la production de ce long métrage pour des raisons politiques, a dû lui compliquer la tâche.

Ce qu'on retiendra le plus, c'est que le film a tenté de mettre en lumière un homme important pour la culture brésilienne, sans totalement atteindre un public international.

L'univers éclaté de Whitehorse au théâtre

LYNA BASTA

L'Atelier

Une montagne en carton érigée sur une scène épurée, des expressions faciales exagérées, des éléments de décor ludiques en deux dimensions... L'univers déjanté de la bande dessinée de Samuel Cantin est mis en scène dans une adaptation théâtrale de son roman graphique *Whitehorse*.

L'œuvre présentée au théâtre Duceppe raconte la descente aux enfers d'Henri interprété par Sébastien Tessier. Écrivain raté, sans ambition marquée, qui se tord de jalousie lorsque sa copine Laura jouée par Charlotte Aubin lui annonce avoir décroché le premier rôle dans le nouveau film du cinéaste québécois adulé Sylvain Pastrami.

Le protagoniste développe alors une obsession malade pour la relation parfois professionnelle, parfois autre, entre Laura et Pastrami joué par Guillaume Laurin.

Le film, un faux documentaire sur des caribous menacés par l'industrie pharmaceutique tourné au Yukon, devient une menace réelle à sa vie de couple : « Tu vas déjeuner avec [Pastrami] pour décrocher le rôle principal dans son est de film de marde, et tu y vas pour coucher avec lui ! »

Entre le génie excentrique du cinéaste d'avant-garde qui boit sa propre urine et les pleurs pathétiques de son copain rongé par la jalousie, Laura doit faire un choix



La pièce de théâtre adopte le côté absurde et excentrique de la bande dessinée de Samuel Cantin. Samuel Cantin, Éditions Pou Wow

qui s'avère assez facile.

De la BD au théâtre

L'adaptation de la bande dessinée en une pièce de théâtre d'une heure et demie constitue un défi de taille, puisque l'œuvre originale regroupe deux tomes de quelques centaines de pages chacun.

« C'est vraiment spécial d'avoir eu l'auteur de la bande dessinée pour faire l'adaptation avec nous. Samuel Cantin a été très ouvert à l'idée qu'on propose des changements et des coupures », souligne le metteur en scène.

« En répétition, on s'est rendu compte que, pour développer le côté bande dessinée, il fallait adopter un niveau de jeu plus théâtral et ample [que rigide], avance Simon Lacroix, metteur en scène du

projet. Lorsqu'on regarde les dessins de Samuel Cantin, ils sont très expressifs, tant dans le visuel que dans les expressions faciales. »

La mise en scène de cette comédie théâtrale fait constamment écho à son origine bédésèque dans une absurdité toutefois contrôlée.

« Ce que j'aime beaucoup, c'est faire des choses très niaisées et comiques, mais avec énormément de sérieux et de rigueur », souligne Simon Lacroix.

C'est grâce à cette recherche assidue dans tous les détails constituant la pièce de théâtre que les spectateurs apprécieront amplement l'œuvre, affirme le metteur en scène.

Une salle hilare et réceptive du début à la fin témoigne en effet du succès de cette comédie.

L'absurde chez Cantin

Lors d'un rendez-vous médical avec la Dre Von Strudel interprétée par Frédérique Bédard, et son animal de compagnie chéri, un perroquet criard et menaçant, Henri reçoit le diagnostic d'une maladie inédite, dont il est en outre le seul souffrant au monde : cette affection est baptisée le syndrome de la tortue.

La docteure, qui jubile à l'idée d'avoir fait la découverte de ce mal nouveau, annonce à Henri que, telle la tortue, son cou se rétractera à l'intérieur de sa carapace face au danger.

Au cours des deux années suivantes, certains de ses membres rétréciront alors que d'autres s'allongeront, ce qui causera un déséquilibre total de son corps. Ces éléments rocambolesques et hauts en couleur remplissent les cases du roman graphique de Samuel Cantin.

« Côté très ionescien »

« Il y a un côté très ionescien [dans le premier tome de la bande dessinée] », souligne Lacroix. « C'est beaucoup de scènes et de dialogues absurdes qu'on a cherché à transmettre dans le choix du décor, du mouvement des scènes, des entrées et des sorties des personnages », reprend-il.

Une mise en scène dynamique de personnages excentriques parvient à imiter le grouillement trouvé dans les pages de l'œuvre de Samuel Cantin.

L'éclosion de Juraj Slafkovský

WILLIAM GEMME
L'Atelier

À la suite d'une victoire de 4-2 contre le Kraken de Seattle, le Canadien de Montréal s'est entraîné au complexe sportif CN situé à Brossard. Juraj Slafkovský, Kaiden Guhle ainsi que Christian Dvorak ont tous sauté sur la patinoire une heure et demie avant l'entraînement officiel.

Sous le regard attentif du vice-président exécutif des opérations de hockey, Jeff Gorton, et du directeur général, Kent Hughes, les trois joueurs ont pratiqué plusieurs habiletés techniques, comme des exercices de lancer au filet ainsi que des passes.

Slafkovský a su bien faire lors de sa plus récente partie, flanqué à la droite du capitaine Nick Suzuki et Cole Caufield. Son audition sur la première ligne de l'équipe devrait se poursuivre au prochain match, puisque l'ensemble des trios sont restés intacts à l'entraînement.

Le slovaque a fait sourire son entraîneur-chef, Martin St-Louis, en point de presse après l'entraînement, ce dernier a déclaré: « Quelqu'un qui n'a pas vu le match va dire que ça ne paraît pas, mais il a été excellent. »

En quête d'efficacité

Les avantages numériques du Tricolore ont un taux de réussite de 17,8% cette saison, se situant au 23^e rang dans la Ligue nationale de hockey. La troupe de St-Louis a tenté de bonifier cette facette du jeu mardi, en pratiquant ses unités spéciales pendant une bonne partie de l'entraînement.

Le défenseur Mike Matheson, pilier habituel de la première vague d'attaque à cinq du club, n'a pas pris part à la séance, tirant plutôt profit d'une journée complète de traitements.

Après leur entraînement, les joueurs de la Sainte-Flanelle sont allés poursuivre la tradition du temps des fêtes des Canadiens, qui consiste à faire la tournée des hôpitaux de Montréal pour rencontrer les enfants malades.

Le prochain match du tricolore aura lieu le jeudi 7 décembre au Centre Bell, où les Canadiens de Montréal recevront les Kings de Los Angeles.



Les joueurs du Canadien en train de pratiquer les unités spéciales William Gemme, L'Atelier



Christine Sinclair, médaille d'or au cou lors de la victoire d'Équipe Canada aux Jeux olympiques de Tokyo de 2020. Christine Sinclair, X

La fin d'une époque

Dernier match de soccer pour Sinclair

Laurie Doré
L'Atelier

Christine Sinclair a eu droit à une ovation monstre de la part des 35 000 partisans du BC Place Stadium à Vancouver pour son dernier match avec l'équipe canadienne de soccer contre l'Australie pour un match amical tard en soirée.

Sourire au visage, l'attaquante de 40 ans qui prend sa retraite nationale s'est présentée sur le terrain en compagnie de ses deux nièces sous les applaudissements de la foule. Une vidéo hommage a ensuite été présentée sur l'écran géant montrant ses exploits des 24 dernières années avec Équipe Canada.

« Je pense que ce qu'elle nous a laissé, c'est le portrait de ce que doit

être une athlète professionnelle », explique Catherine Lévesque, directrice adjointe au développement de Soccer Québec.

Des médailles et un record

Elle qui a fait ses débuts avec l'équipe nationale à 16 ans est double médaillée de bronze aux Jeux olympiques de 2012 à Londres et de 2016 à Rio de Janeiro. Elle est aussi médaillée d'or aux Jeux olympiques de 2020 à Tokyo. Le 16 décembre 2019, elle est nommée « meilleur joueur/joueuse de soccer canadien » de la décennie. Le 29 janvier 2020, Sinclair inscrit ses 184^e et 185^e buts dépassant l'Américaine Abby Wambach et devenant ainsi la meilleure buteuse de l'histoire du football mondial.

Au-delà des statistiques

Christine Sinclair, c'est plus qu'une joueuse de soccer. C'est aussi une ambassadrice pour le développement du sport féminin. « Je sens qu'elle a permis à de jeunes filles de rêver [...] d'exceller au soccer en venant du Canada, c'était aussi une possibilité », souligne Mme Lévesque.

La légende canadienne a marqué son sport par son sérieux, par sa modestie et son leadership sur et hors du terrain.

Au moment où ces lignes étaient écrites, son compteur s'arrêtait à 190 buts avec le Canada, alors que le pointage était de 1-0 pour les Canadiennes après 45 minutes de jeu grâce à un but de Quinn, toujours fidèle à son poste.

JEUX OLYMPIQUES

Athlètes russes en suspens

Lyna Basta
L'Atelier

Les représentants des fédérations internationales et des comités nationaux olympiques ont réclamé mardi l'admission « le plus tôt possible » des sportifs russes et biélorusses sous bannière neutre aux Jeux olympiques d'été de 2024 lors du 12^e sommet olympique.

Les athlètes russes et biélorusses, d'abord exclus du sport mondial dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine en février 2022, ont été réadmis sous bannière neutre.

Des conditions strictes ont aussi été fixées en mars, notamment que les athlètes ne peuvent participer qu'à titre individuel et sous réserve qu'ils n'aient pas activement soutenu la guerre en Ukraine.

Un cas incertain

Néanmoins, leur présence potentielle aux Jeux olympiques de 2024 à Paris n'a pas été explicitement tranchée depuis.

La présidente de la commission des athlètes du Comité international olympique (CIO), la Finlandaise Emma Terho, a précisé que « globalement, la grande majorité des sportifs est d'avis que les athlètes ne devraient pas être punis pour les actions de leurs gouvernements ».

Mme Terho estime également que « la clarté sur [cette] question serait appréciée par les athlètes, car les Jeux olympiques de Paris approchent à grands pas », et les athlètes qui n'ont pas été en mesure de se qualifier à temps ne seront pas en mesure de participer à l'événement.

L'instance olympique, qui s'est réunie la semaine dernière à Paris sans aborder la question des Russes et des Biélorusses, n'a pas précisé à quel moment elle comptait trancher.

Sa commission exécutive se retrouvera à nouveau le 18 janvier prochain.

Avec l'Agence France-Presse



Le siège social du Comité international olympique, en Suisse, où le sort des athlètes russes est discuté. Fabrice Coffrini, AFP